

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3380 - LUNDI 3 DÉCEMBRE 2018

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

98 000 Congolais
vivent avec la maladie

L'humanité a célébré, le 1er décembre, la Journée mondiale de lutte contre le sida placée sur le thème « Connais ton statut ». Au Congo, le nombre de personnes vivant avec le VIH, tous âges confondus, est estimé à 98 000 dont 8 900 enfants, soit un taux de prévalence de 3,2%.

Cependant, l'espoir est permis puisque des études révèlent que d'ici à 2030, l'impact du sida va considérablement diminuer, au regard de l'accélération de la riposte.

Page 8



FILIÈRE BOIS

Suspension des opérations douanières
d'une dizaine de sociétés

Onze entreprises forestières viennent d'écopier d'une suspension des opérations douanières (importations et exportations) et d'un blocage des comptes bancaires sur le territoire national pour n'avoir pas payé leur dette envers l'Etat dans les délais impartis, précise un communiqué de presse.

Ces sociétés et bien d'autres étaient épinglées dans une affaire de fraudes et de détournements massifs dans la filière bois au sud du pays, ayant causé un manque à gagner à l'Etat de près de treize milliards de francs CFA. Sommées de payer 25% de leur dette, certaines d'entre elles ont honoré leurs engagements tandis que d'autres traînent les pieds.

Page 3

DÉCENTRALISATION

Les collectivités locales
en difficultés financières

Au cours de la dernière interpellation du gouvernement par le Sénat au sujet des dysfonctionnements des collectivités locales, la chambre haute du parlement a noté, avec regret, le non versement, depuis deux ans, des subventions de l'Etat qui leur sont destinées. Pour remédier à cette situation, les sénateurs ont proposé, entre autres, à l'exécutif d'affecter directement les chèques libellés aux conseils départementaux et municipaux. Un engagement pris par le Premier ministre, Clément Mouamba, qui a rassuré les parlementaires que des dispositions seront prises pour veiller à l'affectation régulière des moyens financiers aux collectivités locales.



Page 2

Une vue des sénateurs et membres du gouvernement pendant la séance

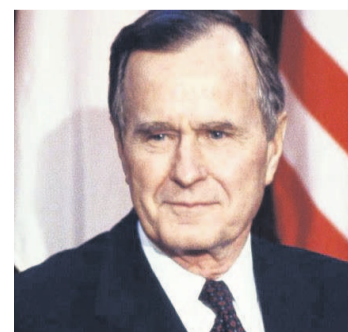
DISPARITION

L'ex-président américain, George
H.W Bush, a tiré sa révérence

Atteint de la maladie de Parkinson, le 41^e président des États-Unis, George Herbert Walker Bush, est décédé le 30 novembre à l'âge de 94 ans.

Élu du congrès, diplomate, chef de la CIA, vice-président puis président, George Herbert Walker Bush a dirigé son pays de 1989 à 1993. Aussitôt l'annonce de sa mort, plusieurs personnalités et responsables politiques à travers le monde ont salué la mémoire et le dévouement de ce dirigeant en qui l'actuelle président américain, Donald Trump, reconnaît un « leadership inébranlable ».

Page 9

Éditorial
Signal

Page 2

Editorial

Signal

Il ne saurait se réjouir que le Cameroun se voit retirer l'organisation de la CAN 2019, cette Coupe d'Afrique des nations qui, tous les deux ans, fait flamber notre continent pendant de longues semaines et qui projette du pays hôte l'image d'un peuple uni, vivant, dynamique, résolument tourné vers l'avenir. Très précisément, ce que nous avons su faire, il y a trois ans, lorsque nous fut confiée la tenue de la onzième édition des Jeux africains.

Ce qu'il convient de remarquer, ou plus exactement de souligner, alors que vient d'être prise la décision brutale de confier à une autre nation que le Cameroun la lourde tâche d'organiser cette CAN 2019, est le fait que le Congo avait su, lui, franchir tous les obstacles qui se dressaient sur sa route lors de la préparation des Jeux de 2015 alors même qu'il ne disposait pas de moyens considérables pour réussir un tel exploit. Ceci n'est pas dit, écrit, dans le but d'accabler les Camerounais qui, eux aussi, ont consenti ces dernières années de grands sacrifices afin de tenir le pari qu'ils se lançaient à eux-mêmes, mais simplement pour rappeler à ceux d'entre nous qui l'auraient oublié que seule la mobilisation collective permet à une nation de relever un tel défi.

Dans le moment que nous vivons où la crise financière qui a frappé le Congo ces deux dernières années semble sur le point de prendre fin, il n'est pas inutile de rappeler que sans les grands travaux d'infrastructure réalisés tout au long de la décennie dont nous allons vivre la dernière année, les Jeux africains ne nous auraient pas été confiés, il y a trois ans. Comment, en effet, aurions-nous pu remporter cette victoire stratégique si nous n'avions pas su construire, dans le temps imparti, le complexe sportif de Kintélé, rénover les autres stades, aménager les voies qui y conduisent et les lieux d'accueil pour les visiteurs venant de partout ?

La belle journée que nous avons vécue hier avec le lancement de la 23^e CAN seniors dames, Challenge Edith-Lucie-Bongo-Ondimba, dans le Palais des sports de ce même complexe, est venue très opportunément rappeler que seul l'engagement d'une nation permet d'affirmer sa présence sur la scène mondiale. Survenant dans le moment très particulier que constitue le retrait au Cameroun de la CAN 2019, elle a rappelé très opportunément que les sacrifices consentis chez nous ne l'ont pas été pour rien. Un signal fort pour l'avenir.

Les Dépêches de Brazzaville

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le Sénat charge le gouvernement

La chambre haute du parlement a, au cours d'une séance tenue le 29 novembre à Brazzaville, interpellé le gouvernement sur la problématique de la décentralisation au Congo dont le dysfonctionnement se manifeste à travers plusieurs maux.

Le non versement aux collectivités locales, depuis plus de deux ans, des subventions de l'Etat pourtant régulièrement votées par le parlement dans le cadre des lois de finances; la non rétrocession par le Trésor public des taxes collectées aux conseils communaux, départementaux et municipaux ainsi que la non application par le gouvernement des dispositions légales en vigueur en ce qui concerne le transfert des compétences ont été parmi les sujets soulevés au cours de l'interpellation du gouvernement par le Sénat.

A ces préoccupations, le gouvernement a répondu aux sénateurs tout en leur présentant les différents textes de lois en chantier. Une présentation qui n'a pas comblé les attentes de ces derniers qui sont revenus à la charge, martelant qu'il y a plus de quarante ans que la question de la décentralisation est évoquée au Congo mais rien de concret n'est visible sur le terrain. « Il faut que le gouvernement accepte que dans le domaine de la décentralisation, il y a encore des failles. Autant de lois n'ont pas de textes d'application », ont-ils rappelé, avant d'ajouter: « Nous demandons au gouvernement de nous présenter un programme de mise en œuvre, de se retrouver immédiatement avec la commission Economie et finances du Sénat et de regarder déjà ce qui peut être fait dans le cadre du budget 2019 pour que des solutions soient trouvées à cette lancinante question ».

Le Sénat a proposé, à ce propos, que ce qui est destiné aux conseils municipaux

et départementaux lui soit versé directement par des chèques libellés au nom des conseils. « Il faut transférer les compétences avec les moyens. Les conseils doivent fonctionner et doivent également avoir leurs patrimoines », ont insisté les sénateurs.

La chambre haute a estimé qu'il ne s'agit nullement d'un acharnement sur le gouvernement mais plutôt d'une démarche en vue de le pousser vers des actions plus concrètes, au bénéfice de la décentralisation et donc du Congo. « Notre souhait en tant que parlementaires sur cette question est que soit dépassée la phase théorique des jalons juridiques pour entamer la phase de l'exercice des pouvoirs conférés aux conseils départementaux et communaux », a-t-elle signifié.

Au nom du gouvernement, le Premier ministre, Clément Mouamba, a souligné que la décentralisation est un long chantier qui évolue depuis bien longtemps. Pour lui, il existe présentement des avancées mais beaucoup reste encore à faire et le gouvernement prendra des dispositions pour assurer la pérennité du bon fonctionnement des collectivités locales. Déjà, a-t-il dit, plus de dix-huit milliards ont été rétrocédés aux collectivités locales.

« Notre souci, c'est trouver une mesure totalement exceptionnelle; cela passe par des allocations sécurisées et des ressources mises à leur disposition. Le gouvernement va s'organiser pour que quelque chose se fasse », a promis le chef de l'exécutif.

Clôturent la séance, le président du Sénat, Pierre Ngolo, a toutefois salué les efforts du gouvernement sur cette question avant de paraphraser le Premier ministre qui a rappelé aux sénateurs que la décentralisation sera effectivement mise en œuvre.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Des études de financement en vue

Le Conseil national de crédit, réuni le 29 novembre à Brazzaville, a décidé de réfléchir davantage sur les mécanismes de financement de l'économie congolaise pour compléter tout le dispositif qui existe, notamment au niveau des ministères des Finances, de l'Économie et des Petites et moyennes entreprises.

Le directeur national de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), Michel Dzombala, a déclaré: « *La micro finance au Congo, comme le secteur bancaire, se porte moyennement bien, elle est aussi victime de la crise et fait face aux difficultés liées à la lenteur dans le remboursement par des clients. C'est un secteur qui tient malgré la crise économique* ».

Interrogé sur la place qu'occupe l'économie congolaise au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), il a indiqué que le Congo n'était pas le dernier malgré sa situation économique. « *... notre économie se porte bien et fait partie des celles qui portent la Cémac dans son élan de croissance* », a-t-il ajouté.

Une croissance de 2,4% à la fin de 2018

Contrairement à l'année 2017 où la croissance de l'économie du Congo était à -2%, le comité monétaire et financier national estime à 2,4% cette croissance à la fin de 2018.

« *En ce qui concerne la situation économique de notre pays, nous avons relevé avec beaucoup de satisfaction qu'après deux années de récession, l'économie nationale retrouve une certaine embellie liée notamment à l'accroissement de la production du pétrole et l'amélioration du cours du baril qui fait que, dans le cadre de nos prévisions, nous tablons sur une croissance de l'économie autour de 2,4% à la fin de l'année* », a assuré le directeur national de la BEAC, qui espère en la fiabilité des hypothèses sur lesquelles sont bâties les prévisions.

En ce qui concerne 2019, la croissance va retomber un tout petit peu d'après ce dernier. Elle sera en dessous de 2%. Dans le cadre de la diversification de l'économie, des mesures diverses sur les investissements ont été prises pour développer le secteur hors pétrole. « *Nous avons une croissance tirée principalement dans le pétrole et on se rend compte que le secteur hors pétrole ne profite pas de cette croissance. Il va donc falloir, dans le cadre de la diversification de l'économie, faire en sorte que cette croissance se transmette au secteur non pétrolier* », a relevé Michel Dzombala.

Notons aussi que le financement bancaire du Congo (principal moyen par lequel l'activité économique est financée) a baissé. Il a, d'ailleurs, été complété par le financement de la BEAC à travers ses activités sur le marché monétaire.

Lopelle Mboussa Gassia

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET

COMMISSION DE CONTROLE ET DE VERIFICATION DE LA
GESTION DES RECETTES DU SERVICE DE CONTROLE DES
PRODUITS FORESTIERS A L'EXPORTATION

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sur instructions expresses de Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, une Commission de Contrôle et de vérification de la gestion des recettes du Service de Contrôle des Produits Forestiers à l'Exportation (SCPFE) et des structures publiques et privées intervenant dans le processus de production et d'exportation du bois avait été mise en place par Monsieur le Ministre d'Etat, Directeur du Cabinet du Président de la République.

Après plusieurs mois d'investigation, dans la partie sud du pays, la Commission avait décelé d'irréfutables preuves de fraudes et de détournements massifs dans la filière du bois. Le manque à gagner pour l'Etat avait été estimé à près de **13 milliards de FCFA**. Les sociétés incriminées avaient été sommées de payer, chacune, 25% de leur dette à la signature d'un échéancier conclu d'accord parties.

Malheureusement, à ce jour, seules les sociétés ASIA, CDWI, SICOFOR et TAMAN ont payé au Trésor Public la somme de **2.163.697.865 FCFA**.

Pour n'avoir pas honoré leurs engagements dans les délais impartis, les sociétés **TNB, SPIEX, COFIBOIS, AFRIWOOD, COTRANS, SADEF, SOFIA, WANG SAM, SIPAM, BTC et SFIB** se sont vu infliger des sanctions portant sur la suspension de toutes leurs opérations douanières (importations et exportations), ainsi que le blocage de leurs comptes bancaires sur toute l'étendue du territoire national.

La Commission enjoint les sociétés récalcitrantes ci-dessus désignées à faire face à leurs obligations dans les meilleurs délais, au risque de s'exposer au retrait définitif de leurs permis d'exploitation et à des poursuites judiciaires.

Fait à Brazzaville, le **30 NOV 2018**

Pour la Commission
le Rapporteur,


Le Conseiller
Le Conseiller
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Macaire NZOMONO

LE FAIT DU JOUR

Bientôt les fêtes

On commence décembre, le mois des fêtes. On commence donc les recadrages dans les foyers, de sorte que le peu que l'on a touché, que l'on a eu permette de mieux assurer les arrières pour toute la famille. Depuis quatre ans, comme chacun le voit, la crise frappe de plein fouet l'économie nationale. Ses répercussions sur le quotidien de la population se passent de commentaire. Et Dieu seul sait comment, dans les ménages, maman et papa mettent tout en œuvre pour, comme on dit, garder la tête hors de l'eau.

Quand bien même, on l'entend répéter par des gens relativement bien informés, la situation pourrait s'inverser positivement dans les mois à venir, en tout cas courant l'année prochaine, mais ils avertissent aussi qu'il est encore loin le temps des vaches grasses où la dépense était aisée. Même si cela est la nature humaine de s'adapter aux situations du moment et donc de se serrer la ceinture en temps de crise et de la

desserrer parfois largement quand frémissent de bonnes nouvelles, attention, il faut y aller mollo.

Aussitôt seront fermées les classes vers la fin de la deuxième quinzaine de ce mois, aussitôt les tout-petits agripperont leurs parents comme les abeilles en essaim s'abattent sur la ruche. Il faut leur trouver de quoi fêter et, cela va au-delà des jouets. Ils aimeraient être drapés dans de beaux vêtements, chaussés de la meilleure façon qui soit, voire tout simplement être tirés à quatre épingles. Le 25 décembre est leur jour de dire leur joie, sillonner les rues, s'attabler dans le bistrot d'à-côté, se prendre en photo. Mais ce jour des petits est devenu si long qu'il court jusqu'au-delà du 1er janvier.

A tous ceux qui souhaiteraient mieux se préparer à la fête de Noël, durant laquelle la tourmente juvénile est forte, autant commencer à mettre quelque chose de côté dès maintenant. Disons, dès que du côté de l'exécutif un effort sera fait en ce sens. Attendre le jour J pour s'y

prendre ajoutera aux tracasseries, surtout pour les familles nombreuses.

Décembre, c'est aussi sans doute aussi le moment pour les bonnes volontés, de se monter tendres à l'égard des enfants. Par le passé, les Congolais ont fait preuve d'un tel attachement. A la tête d'associations, d'ONG ou à titre individuel, gens avisés, députés, sénateurs, conseillers départementaux et municipaux multiplient des gestes d'assistance très appréciés des bénéficiaires et des observateurs. Le temps est revenu de recommencer l'exercice, pourrait-on dire.

Il est en dernier ressort une autre bataille importante, qui mérite d'être gagnée par tous. Celle de la sécurisation de cette période sensible des fêtes, pour éviter des débordements qui accompagnent leur déroulement. En la circonstance, les services habilités savent à peu près à quoi s'en tenir.

Gankama N'Siah

COUR DES COMPTES ET DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE

Les cadres reçoivent leurs attestations de fin de formation

Le personnel technique de l'institution a été formé, du 16 au 30 novembre à Brazzaville, aux nouvelles normes d'audit et de contrôle des finances publiques.

Un séminaire-atelier intra ciblé l'audit, le contrôle du secteur public et les matières connexes a réuni, pendant dix jours, des cadres et agents de l'institution de contrôle des comptes publics. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet des réformes intégrées du secteur public que le gouvernement vient d'initier avec l'appui financier de la Banque mondiale. La formation a permis, en effet, de combler les nombreuses lacunes des collaborateurs en matière des techniques professionnelles d'enquête sur les finances de l'Etat, a souligné



Les participants

le premier vice-président de la Cour des comptes, Charles Emile Appesse. Il a pour autant salué le partenariat avec la Banque mondiale qui contribuera au renforcement des capacités opérationnelles de cette juridiction.

Samuelson Lukimuena, l'un des consultants de la Banque mondiale, a présenté les différents modules sur l'audit et le contrôle. Il s'agit des normes professionnelles ISSAIs, de la fraude et de la corruption, du rôle du vérificateur dans le

secteur public qui constitue un véritable trait d'union avec l'administration, de l'audit financier et la vérification des comptes, ainsi que de l'informatique en audit.

Les formateurs ont aussi exposé sur les aspects mana-

gement d'une équipe professionnelle et les procédures de rédaction du manuel des procédures administratives. La connaissance managériale est indispensable dans la conduite d'une mission d'audit, a insisté un autre intervenant, Prince Valnis Kester Moloumba Mokango.

Karenine Bemba travaille comme assistant vérificateur au sein de l'institution. Après les échanges avec les experts, elle se sent capable de mieux planifier et exécuter ses missions et surtout de rendre des rapports de qualité nécessaires à la crédibilité de l'institution. « Nous formulons le vœu de voir la haute direction organiser des missions de contrôle pour nous permettre de mettre en pratique les connaissances acquises », a-t-elle lancé.

Fiacre Kombo

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Les magistrats souhaitent le primat de l'action civile sur le pénal

Le souhait de privilégier la réparation du préjudice a été émis, le 30 novembre à Brazzaville, à l'issue de l'atelier organisé sur « Le plaidoyer sur la protection des femmes et des enfants victimes de violence », au Centre d'information des Nations unies.

La rencontre organisée par l'association Azur développement, avec l'appui de l'ambassade des Etats-Unis, s'inscrivait dans le cadre du projet dénommé « Prévention et réponse aux violences faites aux femmes et aux filles ».

Elle a regroupé les magistrats, les animatrices du guichet unique, les représentants des services de la police, de la gendarmerie, des différents minis-

tères et bien d'autres.

L'objectif général est de contribuer au respect des droits humains au Congo, tandis que les objectifs spécifiques ont été notamment de présenter les données et les difficultés rencontrées par le guichet d'assistance aux personnes victimes de violences et échanger avec les magistrats sur l'accompagnement juridique et judiciaire de ces dernières.

L'échange a porté sur la présentation des données et difficultés rencontrées par le guichet unique d'assistance des femmes et enfants victimes de violences. Elle a été faite par l'animatrice du guichet, Carine Matangana, et celui sur la prise en charge judiciaire des vic-

times de violence : responsabilité du magistrat, par le juge à la Cour suprême, Jean de Dieu Batchy. Carine Matangana a fait l'historique du guichet

Les recommandations formulées ont été notamment au service du guichet unique de travailler en coordination avec la police et les hôpitaux, de faire un plaidoyer auprès du Parlement pour améliorer la législation, de prolonger les activités de prise en charge des victimes de violence à l'intérieur du pays, d'aider les victimes à dénoncer les violences, prioriser l'action civile à l'action pénale, de lutter contre l'impunité et bien d'autres.

d'assistance et présenté ses différents services. Selon elle, le guichet d'assistance a été mis en place à Nkayi et Pointe-Noire, en 2014, avec l'appui

de l'ambassade de France au Congo. A Brazzaville, par le PCPA et le Fonds mondial pour les femmes. En 2017, a-t-elle dit, l'action de ces guichets a

été mise en échelle en partenariat avec Action de solidarité internationale, le ministère de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement avec l'appui financier de l'Union européenne. Les statistiques enregistrés au guichet unique de Brazzaville et Pointe-Noire de 2017 au premier semestre 2018 sont d'un total de trois cent quatre-vingt-quatre cas dans les deux villes. Parmi eux, l'on compte cent quatre-vingt-huit femmes et cent quatre-vingt-dix filles mineures ainsi que six garçons. Les cas de violences sexuelles identifiés ont été cent quatre-vingt-douze, les violences physiques : trente-sept, les violences psychologiques : cent, les violences économiques : cinquante-cinq, les plaintes déposées aux services de police et de la gendarmerie : deux cent dix-sept, les dossiers par-

venus au tribunal : cent cinq dont trois ont pu avoir un aboutissement.

La communication sur « La prise en charge judiciaire des victimes de violence : responsabilité du magistrat » a été donnée par le juge à la Cour suprême, Jean de Dieu Batchy. L'orateur a expliqué les différentes étapes de procédures du dossier présenté au niveau des autorités de poursuites, des autorités de jugement. Il a exhorté les victimes qu'il serait mieux de chercher la réparation du préjudice subi au lieu de penser toujours à la condamnation.

En ce qui concerne la lenteur de la prise en charge judiciaire des victimes, Jean de Dieu Batchy a indiqué qu'elle est causée par le poids de la coutume, la sorcellerie, les pesanteurs sociales ainsi que les conditions carcérales.

Les recommandations formulées ont été notamment au service du guichet unique de travailler en coordination avec la police et les hôpitaux, de faire un plaidoyer auprès du Parlement pour améliorer la législation, de prolonger les activités de prise en charge des victimes de violence à l'intérieur du pays, d'aider les victimes à dénoncer les violences, prioriser l'action civile à l'action pénale, de lutter contre l'impunité et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko



La photo de famille / Adiac

UNION AFRICAINE

La neuvième promotion de formation pré-déploiement du corps des jeunes volontaires débaptisée «Elikia»

Réunis depuis douze jours à l'hôtel de la Concorde à Kintélé, les cent jeunes venus d'une quarantaine de pays africains se sont séparés, le 30 novembre, après avoir appris à vivre ensemble et à s'approprier des notions leur permettant d'agir avec efficacité et efficience face aux défis majeurs qui se posent au continent.

Plusieurs thèmes ont été développés au cours de la neuvième formation pré-déploiement du corps des jeunes volontaires de l'Union africaine (UA), débaptisée « Elikia », Espoir en français et Hope en anglais. Il s'agit, entre autres, de l'historique de l'Union africaine (UA) et son Agenda 2063; la Charte africaine de la jeunesse ; le panafricanisme ; le féminisme, le racisme ; l'Afrocentricité ; le développement et l'éducation des jeunes. Les autres communications ont porté sur l'importance du ministère de la Jeunesse ; le leadership ; le marketing ; le curriculum vitae ; la sécurité et la sûreté ; les éléments pratiques du service du volontariat.

En marge de cette session, les participants ont échangé avec des personnalités congolaises sur l'engagement politique des jeunes et les valeurs de l'UA. À côté des enseigne-



Les officiels posant avec les participants/Adiac

ments théoriques, ils ont eu également droit à une soirée culturelle animée par des groupes tradi-modernes ; une excursion qui leur a permis de visiter quelques sites touristiques du Congo . De même, ils ont pris part aux travaux de salubrité organisés à l'Institut national de la jeunesse et des sports du Congo.

Clôturant les travaux, la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, a remercié le président de la République du Congo qui, malgré la conjoncture économique morose, a accepté cette neuvième formation. Une décision qui conforte, selon elle,

la preuve que la jeunesse occupe une place de choix dans sa vision pour le Congo et pour l'Afrique.

Pour elle, la formation du corps des jeunes volontaires de l'UA est la concrétisation de la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de préparer et d'associer leur jeunesse à la recherche des approches de solutions susceptibles de conduire le continent vers son développement. Elle a également félicité les formateurs pour leur esprit d'engagement et la qualité des enseignements dispensés à travers des thèmes adaptés aux objectifs de cette formation.

« Je suis persuadée que la mise en pratique de ces enseignements par les jeunes contribuera à renforcer l'esprit de solidarité et l'afrocentricité qui sont des ingrédients indispensables à l'unité du continent. Chers jeunes, le métier de volontariat que vous avez librement choisi est certes noble et exaltant mais il comporte aussi bien des épines que des roses », a rappelé Destinée Hermella Doukaga, les exhortant à plus d'abnégation, de courage et de sens de responsabilité afin d'être à la hauteur des tâches qui les attendent et de servir avec professionnalisme partout où l'Afrique aura besoin d'eux.

La jeunesse, une couche majoritaire et dynamique

Elle a, par ailleurs, réitéré la détermination des gouvernements de l'UA consistant à associer toujours les jeunes dans toutes les réflexions et actions visant le développement du continent car, d'après la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, les jeunes représentent non seulement la couche majoritaire mais aussi la plus énergique, dynamique, innovante et révolutionnaire bien que parfois vulnérable. « Aux côtés des premières générations du corps des jeunes volontaires de l'UA, déployés à travers le continent, vous êtes désormais les porte-étendards. Pour cela, vous devez drainer d'autres jeunes par votre savoir-être, votre savoir-faire pour qu'enfin le volontariat soit véritablement au service du développement de l'Afrique. En tout temps et en tout lieu, ayez à l'esprit que l'Afrique et les Africains comptent sur vous », a-t-elle conclu.

Notons que cette cérémonie qui s'est déroulée en présence du ministre de la Communication et des médias, Thierry Lezin Mougalla, et de celui en charge de la Décentralisation, Charles Ngamfouomo, a été marquée par la remise des attestations de fin de formation aux participants.

Parfait Wilfried Douniama

SÉCURITÉ RÉGIONALE

Les pays voisins de la Libye réaffirment leur soutien à l'unité et l'intégralité territoriale

Les participants à la 12^e réunion ministérielle des pays voisins de la Libye, tenue le 29 novembre à Khartoum, ont tous insisté sur la nécessité d'instaurer la sécurité dans ce pays. Les ministres des Affaires étrangères réunis ont pointé le manque de coordination sécuritaire entre eux.

À l'issue de la rencontre, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, le Libanais Ghassan Salamé, a révélé que les régions sud de la Libye ont été récemment envahies par des groupes terroristes venus du Niger qui y ont perpétré deux attentats d'envergure. Dans leur déclaration finale, les représentants des pays voisins de la Libye ont réaffirmé leur soutien à l'unité et l'intégralité territoriale de ce pays. De même, ils ont appelé à l'arrêt de toute ingérence étrangère, tout en mettant l'accent sur « l'extrême importance » qui doit être accordée à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé dans les régions sud de ce pays.

En effet, toute la partie sud de la Libye était livrée aux groupes terroristes dès

les premières années de la chute du régime de Mouammar Kadhafi. L'Algérie a, plusieurs fois, mis en garde contre la menace que constituait l'absence de contrôle de ces zones frontalières pour la sécurité du pays et de la région.

La traque menée par les forces françaises contre les groupes armés dans le nord-Mali, depuis 2014, puis à travers tous les pays du Sahel, a poussé de nombreux terroristes à se déplacer vers le sud de la Libye d'où ils préparaient des actions contre des pays voisins. L'attaque contre le complexe gazier de Tinguentourine, en janvier 2013, a renforcé, chez les autorités algériennes, ce sentiment que la porosité des frontières sud et sud-est était la source de tous les dangers. C'est dans cette optique que l'Algérie déploie des efforts tous azimuts pour amener les protagonistes de la crise libyenne à aboutir à une solution négociée pour asseoir enfin un Etat stable et fort, capable de juguler les flux de terroristes qui continuent à infester ce pays et d'assurer la protection de ses frontières.

Yvette Reine Nzaba

STATUT PARTICULIER DES ENSEIGNANTS

Les syndicats saluent le fruit d'une longue lutte

Dans une déclaration rendue publique le 1er décembre, à Brazzaville, des fédérations et plates-formes du secteur de l'enseignement se félicitent de la volonté des autorités à régler leur revendication qui date de six ans.

Parmi les décisions prises à l'issue du Conseil des ministres du 26 novembre dernier figure l'adoption du statut particulier des agents du cadre de l'éducation nationale. Selon les dirigeants et responsables de cinq syndicats qui se sont réunis à l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques, ce texte qui vise l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents de l'éducation nationale est le fruit d'une longue lutte qu'ils ont menée depuis 2012. En effet, le document a bénéficié de la très haute et bienvenue attention du président de la République ainsi que du gouvernement.

« A cet effet, les dirigeants et responsables syndicaux du secteur de l'enseignement félicitent le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le Premier ministre, Clément Mouamba, et son gouvernement pour l'intérêt qu'ils accordent à la condition enseignante et leur engagement manifeste pour la promotion d'une éducation de qualité en République du Congo », ont-ils mentionné.

Ils ont demandé, par ailleurs, au gouvernement de poursuivre les négociations sur les autres revendications non résolues jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit du recrutement à la Fonction publique des finalistes, bénévoles et prestataires de l'enseignement, conformément aux normes et au droit du travail ; la tenue des Commissions d'avancement paritaire et la publication des textes y relatifs.

Notons que les cinq syndicats signataires de cette déclaration sont : la Fédération des travailleurs de la science, des sports, de l'enseignement, de l'information et la culture; la Fédération de l'éducation nationale du Congo; la Fédération des syndicats libres et autonomes des travailleurs de l'enseignement; la Concertation pour la revalorisation de la profession d'enseignant et le Collège syndical de l'enseignement.

P.W.D.

CONFÉRENCE-ANTI-THÈSE

Le livre « Le génocide des Laris au Congo » débattu à Paris

Au lendemain du 60^e anniversaire de la République du Congo, Paris a accueilli, le 29 novembre, un débat autour de l'ouvrage de Dominique Kounkou, organisé par le Club France Libres Propos.

Dans l'amphithéâtre Rouge de l'école Optimal Sup-Spé, trois intervenants ont partagé, avec le public parisien, l'opportunité de dialoguer sur le livre de Dominique Kounkou qui affirme que le Congo aurait connu un génocide. Tour à tour, Emmanuel Dupuy, président de l'IPSE, Asie Dominique de Marseille, journaliste à la télévision nationale du Congo et directeur général du journal «Le Choc» et Odilon Obami, juriste, auteur de deux essais : «Evolution des droits de la femme au Congo» et «Plaidoyer pour le changement des mentalités au Congo», ont alimenté la diversité des approches.

Pour son propos introductif, Emmanuel Dupuy a présenté le livre comme contenant un certain nombre d'imprécisions et de contrevérités. En substance, le contexte et le moment choisis par l'auteur ne concourent pas à l'unité nationale. « Il n'y a pas un Congo du nord ni un Congo du sud mais un Congo uni sur l'étendue de 342 000 km² à l'heure où l'Afrique tente de s'approprier ses frontières après le morcellement imposé à la conférence de Berlin », a-t-il rappelé. Face à la

situation géopolitique dans la sous-région du Bassin du Congo, il a qualifié le Congo comme étant « un havre de stabilité », « en comparaison avec son voisinage, le Congo s'inscrit dans un temps plus long que celui de ses voisins ».

En tant que faiseur d'opinion, Asie Dominique de Marseille aurait bien voulu que l'ouvrage en question soit « une fiction de mauvais goût ». Hélas ! l'auteur a bien décrit ce qui serait pour lui la réalité en inscrivant des incohérences dans son œuvre. « Que vient faire le Congo sur la liste de quatre génocides déjà connus et référencés dans le monde ? », s'est-il interrogé. En examen des propos approfondis, le journaliste a étayé le livre à la fois sur la forme et le fond. Par exemple, la photo initiale de la couverture est celle prise au Ghana, choix peu pertinent pour écrire sur le Congo. Sur le fond, séquences vidéo à l'appui, Asie Dominique de Marseille a démontré que l'auteur ne peut pas affirmer que Ntoumi est une fabrication du président Denis Sassou N'Gusso. L'origine de la haine des Laris et des gens du nord n'est pas établie et semble non fondée. Enfin, la théorie du « larisme » ou le génocide économique ne serait que de pures affabulations de l'auteur. « C'est un photomontage, destiné à diviser, que je dénonce ici, à Paris, ville des lumières », s'est-il insurgé. Les mots ont



Emmanuel Dupuy, Asie Dominique de Marseille et Odilon Obami, lors de la Conférence-anti-thèse autour du livre « Le génocide des Laris au Congo », à Paris / Crédit photo Daniel Bimbou

un sens. « Affirmer que les Laris ne meurent qu'à l'issue de génocide, c'est une affirmation qui n'engage que l'auteur qui ignore que l'on peut mourir aussi de paludisme », a soutenu Asie Dominique de Marseille.

Portant sa touche juridique, Odilon Obami a rappelé que « le génocide est une destruction méthodique d'un groupe humain ». En appui de cette définition, « il n'y a pas eu génocide au Pool », a-t-il déduit. Et d'expliquer qu'il n'y a pas eu de plan concerté pour détruire une catégorie de personnes données au Congo. « Lorsque l'auteur parle des Laris, ce n'est pas une ethnie, c'est une tribu, fragment du groupe «Kongo», croisement de plusieurs tribus.

Comment comprendre que ce plan concerté aurait été programmé depuis 1959 et que les Laris ne soient pas exterminés ? », s'est interrogé le juriste, affirmant que « Dominique Kounkou s'est égaré, il s'est trompé ». Déplorant l'absence de son homologue Dominique Kounkou, il a confié que « lorsque l'on est écrivain, on doit avoir la maîtrise de sa plume et de ses états d'âme pour éviter de sombrer dans des envolées hystériques qui mettent à mal l'unité nationale, la cohésion nationale, facteurs de développement d'un pays ; aucun pays au monde ne peut se développer sans cohésion nationale. Nous sommes différents mais nos différences ne nous empêchent pas de vivre en-

semble ».

Les conférenciers ont affiché une conduite du « vivre ensemble » face à ce qui pourrait paraître comme « une incitation à la haine ». De l'avis de tous, que ce soit dans la démarche journalistique ou juridique, Asie Dominique de Marseille et Odilon Obami ont transcendé les affirmations contenues dans le livre et offert des preuves contradictoires en demandant à mieux nommer les choses.

« Que l'on soit du nord ou du sud, nous sommes tous des Congolais. Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise, tel que le rappelle une des partitions de l'hymne congolais », a conclu Odilon Obami.

Marie Alfred Ngoma

ACTION HUMANITAIRE

Un accord-cadre de coopération signé entre les sociétés nationales Croix-Rouge des deux Congo

Le partenariat conclu, le 28 novembre à Brazzaville, vise le développement des stratégies communes de travail pour des réponses efficaces et efficientes entre les deux parties.

L'accord-cadre quinquennal de coopération vise la concertation et la recherche des solutions communes par la mise en place des programmes et projets transfrontaliers. Pour ce faire, il prévoit également la mise en place d'une commission conjointe dans chaque société nationale pour le suivi des programmes de coopération, selon les besoins humanitaires en présence.

La commission conjointe a notamment la tâche de déterminer le champ d'action de coopération; de définir les axes prioritaires de coopération opérationnelle; de créer un cadre logique dans la collecte, l'analyse et l'échange des informations de toute nature pouvant renforcer la coopération entre les deux sociétés nationales; de fixer annuellement

les objectifs de coopération technique opérationnelle et d'en faire un bilan exhaustif pour une meilleure orientation; de faire des propositions pertinentes pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets, programmes d'intérêt commun, dans le cadre du partenariat opérationnel.

En définitive, ce document vient donner aussi une base formelle à l'engagement précité par la mise en œuvre des mécanismes de consultations, d'accords clairement définis et de créer un cadre favorable au renforcement des compétences et de capacités pour le développement des ressources à travers une synergie positive entre le Congo et la République démocratique du Congo (RDC) dans le domaine humanitaire.

Le document a été paraphé, du côté de la Croix-Rouge du Congo, par son président, Christian Sédar Ndinga, et du côté de la Croix-Rouge de la RDC, par son président, Grégoire Mateso Mbuta Way.

Guillaume Ondzé

RESTITUTION DES ARTS AFRICAINS

Les demandes se succèdent

Après le Bénin, c'est le Sénégal qui vient de demander à la France le retour de «toutes les œuvres identifiées comme lui appartenant».

Le ministre sénégalais de la Culture, Abdou Latif Coulibaly, a déclaré que son pays était «disposé à trouver des solutions avec la France».

Il a affirmé que le Sénégal souhaite la restitution par la France de «toutes les œuvres identifiées comme étant celles du Sénégal».

Cette annonce est intervenue quelques jours après la publication d'un rapport sur le patrimoine africain, commandé par le président français, Emmanuel Macron. D'ores et déjà, il est question de restituer «sans tarder», vingt-six œuvres réclamées par le Bénin qui font partie des prises de guerre de

l'armée française en 1892. «Nous sommes disposés à trouver des solutions avec la France. Si nous avons dix mille [pièces identifiées comme étant originaires du Sénégal], nous souhaitons avoir les dix mille», a soutenu Abdou Latif Coulibaly, lors d'une conférence de presse.

Est concerné en premier chef, le Musée du quai Branly. Il réunit soixante-dix mille des quatre-vingt-dix mille objets d'arts d'Afrique subsaharienne présents dans les musées publics français.

A peine élu, Emmanuel Macron avait fait part de sa volonté de restituer à l'Afrique des œuvres d'art conservées en France, notamment ceux du royaume du Dahomey.

Les principales œuvres d'art du Bénin sont rassemblées dans des collections en An-

gleterre, en Allemagne, en Autriche et surtout en France. L'ambassadeur du Bénin auprès de l'Unesco, Irénée Zevounou, estime que plus de 90% des objets patrimoniaux béninois sont aujourd'hui conservés en France.

«Ces biens ont une âme et [doivent revenir] sur leur terre de création, exposés parmi les leurs, là où tout est en cohérence avec leur essence et où leur histoire révèle davantage leur grandeur que leur asservissement», déclarait le président béninois, Patrice Talon, dans un discours à l'Unesco, le 1^{er} juin 2018.

Le président français compte «réunir à Paris au premier trimestre 2019 l'ensemble des partenaires africains et européens» pour définir le cadre d'une «politique d'échanges» d'œuvres d'art.

Noël Ndong

INTÉGRATION CONTINENTALE

Kigali abrite la treizième conférence économique africaine

Prévue du 3 au 5 décembre, dans la capitale rwandaise, la rencontre à laquelle prendra part des groupes de réflexion (think tanks), chercheurs, décideurs et dirigeants des secteurs public et privé d'Afrique ainsi que des représentants des organisations économiques régionales vise à propulser le programme d'intégration du continent vers de nouveaux sommets.

La conférence se tient neuf mois seulement après que les dirigeants africains ont signé l'accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), la plus importante depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce, une étape tout aussi marquante. La Zleca rassemble les cinquante-cinq Etats membres de l'Union africaine, soit tous les pays du continent. Il s'agit d'un marché global de plus de 1,2 milliard de personnes, susceptible de provoquer à terme une gigantesque transformation du commerce intracontinental. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique estime que la Zleca pourrait stimuler

le commerce intra-africain en supprimant les droits à l'importation et pourrait

« Notre vision porte sur la construction d'un continent stable, intégré et prospère regroupant des pays compétitifs, diversifiés, dotés d'une économie durable et participant pleinement aux échanges et aux investissements mondiaux »

même le doubler, dans l'hypothèse où les obstacles non tarifaires sont également réduits. Cela permettrait de porter le taux actuel du commerce intra-africain de 15 % à 52,3 %, comparativement à 54 % dans la Zone de libre-

échange nord-américaine, 70 % au sein de l'Union européenne et 60 % en Asie.

Le thème de la conférence, intitulé, « L'intégration régionale et continentale au service du développement de l'Afrique », est bien en conformité avec la stratégie du Groupe de la Banque

recherche de solutions pratiques pour faire progresser le programme d'intégration régionale du continent, en particulier la mise en œuvre de la Zleca.

Les défis qui se posent à l'Afrique sont bien connus, raison pour laquelle le Groupe de la BAD a fait de l'intégration du continent l'une des cinq priorités (High 5) de son programme de développement.

« Notre vision porte sur la construction d'un continent stable, intégré et prospère regroupant des pays compétitifs, diversifiés, dotés d'une économie durable et participant pleinement aux échanges et aux investissements mondiaux », a souligné le président de la BAD, Akinwumi Adesina.

Ces trois dernières années, en effet, la BAD a financé des projets estimés à 1,3 milliard de dollars américains et des biens publics régionaux d'une valeur de 187,6 millions de dollars. La politique de la Banque vise à s'assurer

que 10 % du budget de tous les projets régionaux soient alloués à des interventions en faveur d'infrastructures immatérielles.

L'un des moments forts de la conférence sera la présentation du rapport phare de la Banque, intitulé « Indice d'ouverture sur les visas 2018 ». L'Afrique, avec elle l'ensemble de la communauté internationale, attend d'importants résultats démontrant le chemin parcouru dans le cadre de ce processus.

Dans le cadre de sa mission, le Groupe de la BAD continue de piloter plusieurs initiatives continentales ciblant les infrastructures tant matérielles qu'immatérielles. Ces initiatives comprennent le Programme intégré de développement de l'agriculture en Afrique, le Programme de développement des infrastructures en Afrique et le Plan d'action pour stimuler le commerce intra-africain.

Yvette Reine Nzaba

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La FAO exhorte les Etats à créer des villes plus écologiques et plus saines

Pour montrer aux gouvernants du monde l'intérêt et les atouts qu'engrangent les forêts et les espaces verts pour les cités, il s'est tenu, du 28 novembre au 1^{er} décembre à Mantoue (Italie), le premier forum mondial sur les forêts urbaines.

La rencontre a été organisée par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), en collaboration avec la municipalité de Mantoue, la société italienne de sylviculture et l'école polytechnique de Milan. Elle a connu la participation active d'environ six-cents personnes, notamment les maires, les universitaires, les forestiers, les paysagistes et spécialistes de la planification urbaine issus de plus de cinquante pays.

Le thème choisi a été « Chérir les arbres pour rendre les villes plus écologiques et plus saines pour un avenir plus heureux ». Justifiant l'intérêt de cette réunion internationale, les organisateurs ont souligné que les forêts et les espaces verts peuvent aider à créer des

villes plus résilientes et durables et à relever les défis associés à une population urbaine en hausse.

« Il est essentiel et urgent de mettre en place des modèles plus durables de croissance urbaine. Les villes actuelles et celles à venir se doivent de planifier et de concevoir des espaces verts et des forêts urbaines en mesure de répondre à différents intérêts et besoins, de fournir les services écosystémiques nécessaires en augmentant la société urbaine et en améliorant la continuité entre zones rurales et urbaines », a déclaré le directeur général adjoint de la FAO, en charge du département des forêts, Hiroto Mitsugi. Les participants ont été appelés à approuver une série de solutions pour les forêts urbaines.

Selon la FAO, ce forum devait permettre aux participants de partager des exemples positifs de planification, de conception et de gestion des forêts en zones urbaines partout à travers le monde

et d'exploiter au mieux les bienfaits qu'elles apportent.

Investissons dans les forêts urbaines et les espaces verts

Etayant le bien-fondé d'investir dans les forêts et espaces verts, les organisateurs ont reconnu que les villes occupent 3% de la surface terrestre mais consomment 75% des ressources naturelles. Alors qu'aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale habite en ville et ce chiffre devrait monter à 70% d'ici 2050. Et, au même moment, la demande en eau urbaine est appelée à doubler.

« L'expansion des villes intervient souvent sans aménagement du territoire et la pression humaine qui en découle a des répercussions dévastatrices sur les paysages naturels et agricoles, à l'intérieur et autour des zones urbaines », a encore précisé Hiroto Mitsugi, faisant savoir qu'en intégrant davantage les solutions forestières dans la planification urbaine, les forêts et les

espaces verts peuvent aider à relever un grand nombre de défis. Ils peuvent aider à se débarrasser des polluants nocifs, à réduire le bruit, à améliorer les températures, à atténuer les impacts du changement climatique, à protéger les ressources hydriques, à prévenir l'érosion des sols et les inondations. Par exemple, a encore souligné le responsable de la FAO, les arbres peuvent aider à réduire les besoins en air conditionné de 30%, s'ils sont placés de manière adéquate autour des bâtiments. Par ailleurs, en ce qui concerne les climats plus froids, ils peuvent protéger les maisons du vent et aider à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage entre 20 et 50%. D'autant plus qu'un arbre adulte peut absorber jusqu'à 150kg de CO2 par an et donc contribuer à atténuer le changement climatique.

Les zones vertes peuvent également avoir un effet positif sur la santé et le bien-être des personnes et peuvent aider à créer des sociétés plus cohésives.

Etendre le couvert forestier des villes

Appelant les gouvernants du monde à mener des actions positives en faveur des forêts, les participants ont recommandé aux Etats d'étendre le couvert forestier dans les villes, utiliser le bon arbre au bon endroit et à développer des programmes politiques qui vont promouvoir la création d'espaces verts et de forêts urbaines. Pour ce faire, il faut surveiller régulièrement l'effet d'îlot thermique dans les villes pour une planification stratégique des forêts urbaines ainsi qu'utiliser les directives techniques actuelles pour planifier, concevoir et gérer les forêts et les arbres en zone urbaine.

« Les États et les villes peuvent aussi transformer les zones négligées. Nous devrions faire la promotion des jardins communautaires, de l'agriculture urbaine et des forêts alimentaires urbaines », ont-ils conclu.

Rock Ngassakys

VIH/SIDA

La maladie touche trente-sept millions de personnes dans le monde

Dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le sida célébrée le 1er décembre de chaque année, l'Onusida a publié un message dans lequel il a encouragé chacun à connaître son état sérologique.

En 2018 dans le monde, l'agence onusienne estime à 9,4 millions le nombre de personnes qui ne savent pas qu'elles sont séropositives, ne se font pas soigner et sont par définition de potentiels vecteurs de transmission.

« *Savoir son statut sérologique est le départ de tout parce qu'aujourd'hui, on sait que lorsqu'on est séropositif et que l'on arrive à vous mettre sous traitement tout de suite, on peut contrôler l'activité de virus dans le sang. C'est pour cette raison-là qu'on insiste sur le dépistage comme un droit et, il faut aller vers des formes d'optimisation de ce dépistage en allant vers les communautés, en faisant en sorte que l'auto-test devienne une réalité. Et puis surtout se battre contre la stigmatisation, la discrimination* », a déclaré Michel Sidibé, directeur exécutif de l'Onusida.

Si vingt-deux millions de personnes bénéficient aujourd'hui d'un traitement antirétroviral, Michel Sidibé a déploré une baisse d'engagement financier dans beaucoup de pays dans la lutte contre le sida. « *On est un peu victimes de nos succès. On n'a plus les ressources.*

Nous avons cinq milliards de déficit annuel. Si les investissements ne continuent pas, on risque d'avoir un rebond de l'épidémie. Ou bien l'on paye aujourd'hui, ou bien on paiera pour toujours », a-t-il déclaré. « *On baisse la garde, le danger c'est la complaisance* », a dénoncé le patron de l'Onusida.

Cette année qui a marqué la trentième édition de la Journée mondiale de lutte contre le sida a été célébrée sur le thème « *Savoir c'est pouvoir, connais ton statut!* ».

Depuis 1988, des progrès considérables ont été accomplis dans la riposte au sida et, aujourd'hui, trois personnes vivant avec le VIH sur quatre connaissent leur statut. Il reste toutefois beaucoup de chemin à parcourir, comme le montre le dernier rapport de l'Onusida, notamment parvenir à atteindre les personnes vivant avec le VIH qui ne connaissent pas leur statut et faire en sorte qu'elles soient orientées vers des services de soins et de prévention de qualité.

Le dépistage du VIH est essentiel pour étendre la couverture du traitement et s'assurer que les personnes vivant avec le VIH puissent mener une vie productive et en bonne santé. Par ailleurs, il est vital d'atteindre les objectifs 90-90-90 et de donner aux gens les moyens de faire les

bons choix en termes de prévention du VIH, de manière à ce qu'ils puissent se protéger eux-mêmes et ceux qu'ils aiment.

Malheureusement, de nombreux obstacles persistent en ce qui concerne le dépistage du VIH. La stigmatisation et la discrimination continuent de dissuader les individus de faire un test de dépistage du VIH. L'accès au dépistage confidentiel reste un sujet préoccupant. On compte encore un grand nombre de personnes qui ne se font dépister qu'une fois qu'elles sont malades et présentent des symptômes.

La bonne nouvelle, c'est qu'il existe de multiples moyens nouveaux d'étendre l'accès au dépistage du VIH. L'auto-dépistage, le dépistage à base communautaire et le dépistage multiple sont autant de façons d'aider les gens à connaître leur état sérologique vis-à-vis du VIH.

Rappelons que la Journée mondiale de lutte contre le sida a été instaurée en 1988 lors du Sommet mondial des ministres de la Santé sur les programmes de prévention du sida. Depuis lors, chaque année, les agences des Nations unies, les gouvernements et la société civile se rassemblent à cette occasion pour faire campagne sur des thèmes spécifiques concernant le sida.

Yvette Reine Nzaba

Message du directeur exécutif de l'Onusida



Michel Sidibé

Cette année marque le 30^e anniversaire de la première Journée mondiale de lutte contre le sida. Trente ans d'activisme et de solidarité sous la bannière de la Journée mondiale de lutte contre le sida. Trente ans de campagne pour l'accès universel aux services de secours permettant de traiter et de prévenir le VIH. Mais après trente ans, le sida n'est toujours pas éradiqué. Nous avons encore du chemin à parcourir.

La Journée mondiale de lutte contre le sida est une journée pour commémorer le décès de millions de personnes qui ont perdu la vie à cause de maladies liées au sida, dont beaucoup sont décédées parce qu'elles ne pouvaient pas accéder aux services de lutte contre le VIH, à cause de la stigmatisation, de la discrimination et de la tendance à l'incrimination des populations clés.

En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, l'Onusida mène une campagne visant la sensibilisation des personnes à connaître leur statut VIH et leur charge virale. En 2017, 9,4 millions de personnes ignoraient simplement qu'elles vivent avec une maladie potentiellement mortelle mais traitable. Si les personnes ne connaissent pas leur statut VIH, celles vivant avec le VIH ne peuvent pas commencer le traitement et celles séronégatives ne peuvent pas acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour préserver leur statut. Si les personnes ne connaissent pas leur statut VIH, elles ne peuvent pas se protéger, protéger leurs familles et leurs partenaires. Si les personnes vivant avec le VIH ne connaissent pas leur charge virale, elles ne seront pas sûres de l'efficacité du traitement protégeant leur santé et mettant un terme à la transmission du VIH.

Vivez la vie positivement. Informez-vous de votre statut VIH.

L'Unicef alerte sur la situation des adolescents d'ici à 2030

Selon le nouveau rapport de l'agence onusienne, publié le 29 novembre, soixante-seize adolescents mourront, chaque jour, des suites de la pandémie, si l'on n'investit pas davantage dans les programmes de prévention, de dépistage et de traitement du VIH.

D'après les prévisions actuelles du rapport intitulé Children, HIV and AIDS: the world in 2030 (Enfants, VIH et sida : le monde en 2030), quelque trois cent soixante mille adolescents mourront de maladies liées au sida entre 2018 et 2030. Établie, en effet, sur la base des projections démographiques et des tendances actuelles, cette étude prévoit que deux cent soixante-dix mille enfants âgés de 0 à 19 ans seront nouvellement infectés par le VIH en 2030, ce qui représente une baisse d'un tiers par rapport aux estimations actuelles. Elle montre, en revanche, que le nombre de décès de causes liées au sida chez les enfants et les adolescents diminuera, passant de cent dix-neuf mille actuellement à cinquante-six mille en 2030.

C'est ainsi que l'Unicef appelle à intensifier immédiatement le



déploiement des programmes de traitement et de prévention destinés aux adolescents, même si les données montrent que les infections au VIH et les décès liés au sida diminuent lentement, a-t-on appris d'un communiqué de presse. « *Le rapport est très clair et ne laisse pas l'ombre d'un doute sur le fait que le monde est en mauvaise voie pour éliminer le sida chez les enfants et les adolescents d'ici à 2030* », a déclaré la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore.

Elle reconnaît le fait que les programmes visant à prévenir la transmission du VIH de la mère au nouveau-né portent

leurs fruits. Mais, ces progrès restent encore insuffisants, a-t-elle souligné, tandis que les programmes visant à traiter le virus et à l'empêcher de se propager parmi les enfants plus âgés sont loin d'atteindre leurs objectifs. Concernant le taux de contamination, l'Unicef estime que près de sept cents adolescents âgés de 10 à 19 ans sont infectés par le VIH chaque jour, soit une personne infectée toutes les deux minutes.

Selon les estimations, 1,9 million d'enfants et d'adolescents vivront toujours avec le VIH en 2030, principalement en Afrique de l'est et australe (1,1 million), en Afrique de l'ouest

et du centre (cinq cent soixante et onze mille) et en Amérique latine et aux Caraïbes (quatre-vingt-quatre mille).

Actuellement, trois millions d'enfants et d'adolescents vivent avec le VIH dans le monde et plus de la moitié d'entre eux vit en Afrique de l'est et australe. Concernant le nombre d'enfants âgés de 0 à 19 ans vivant avec le VIH, toutes les régions n'enregistreront pas le même recul entre 2018 et 2030.

Ainsi, le rapport signale deux « lacunes » majeures dans les interventions visant à éliminer le VIH chez les enfants et les adolescents. Il s'agit de la lenteur des progrès réalisés pour prévenir le VIH chez les jeunes enfants et de l'incapacité de traiter les vecteurs structurels et comportementaux de la maladie. En effet, de nombreux enfants et adolescents ignorent s'ils sont infectés par le VIH ou non et, parmi ceux qui ont été dépistés séropositifs et mis sous traitement, très peu le suivent.

Quelques recommandations

Pour combler ces lacunes persistantes, le document recommande plusieurs approches dont des campagnes de dépis-

tage centrées sur les familles afin d'identifier et de traiter les enfants vivant avec le VIH sans le savoir ; l'élargissement de l'accès aux techniques de diagnostic sur les lieux des soins afin d'améliorer le diagnostic précoce chez le nourrisson. Il s'agit aussi d'une plus ample utilisation des plates-formes numériques afin de mieux sensibiliser les adolescents au VIH ; la mise en place de services adaptés aux adolescents ainsi que d'activités ciblées destinées aux adolescents au sein des communautés.

« *Nous ne réussirons pas à vaincre le VIH si nous n'accélérons pas le rythme des progrès réalisés pour empêcher la transmission du virus à la prochaine génération. Il est impératif d'entretenir un sentiment d'urgence pour consolider les victoires que nous avons remportées au cours de cette décennie, que ce soit pour les garçons ou pour les filles. Pour cela, nous devons explorer des stratégies innovantes et préventives qui nous permettront d'atteindre les jeunes les plus vulnérables et les plus à risque* », a conclu Henrietta Fore.

Parfait Wilfried Douniama

ETATS-UNIS

George H.W. Bush a tiré sa révérence

Atteint de la maladie de Parkinson, le 41^e président américain, 93 ans, a également souffert d'une infection qui s'est propagée dans le sang, nécessitant son hospitalisation au lendemain des obsèques de son épouse Barbara.

Élu du congrès, diplomate, chef de la CIA, vice-président et président..., George Bush a consacré sa vie à son pays. A 18 ans, George Herbert Walker Bush, originaire du Massachusset, devient le plus jeune aviateur de l'US Navy. Il survit à la chute de son avion abattu par les Japonais en 1944, au-dessus du Pacifique. Après la guerre, il fait fortune dans le pétrole avant de s'engager activement dans le parti républicain. C'est lui qui dirige le parti en plein scandale du Watergate en 1974. Il entre à la Maison-Blanche d'abord comme second de Ronald



Reagan, deux mandats en tant que vice-président et il lui succédera naturellement en 1989. C'est à George H.W. Bush que revient de gérer les dossiers de fin de guerre froide. Il applique une politique prudente, à la chute

du mur de Berlin, et appuie la réunification allemande tout en maintenant le dialogue avec le soviétique Mikhaïl Gorbatchev et en diminuant le stock d'armes nucléaires des Etats-Unis.

Mais, c'est une toute autre politique que Bush applique dans le golfe. Lorsque l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït, en août 1990, George Bush envoie des troupes. Soutenu par les Nations

unies, il déclenche la plus grande offensive terrestre depuis 1945.

Le pape Jean Paul II avait alors vainement écrit à Saddam Hussein et au président Bush leur demandant « un geste généreux de dernière minute ». « On ne peut accepter que la loi des plus forts soit brutalement imposée aux plus faibles. Un des grands progrès du développement de ce droit international a été justement d'établir que tous les pays sont égaux en dignité et en droit », écrivait Saint Jean-Paul II.

Cette politique fera de George Bush un président populaire dans son pays. Il frôle à cette époque les 90% de popularité. Malheureusement, c'est sa politique économique qui le fera chuter. Après avoir juré de ne jamais augmenter les impôts, il finit par le faire sous la pression du Congrès. Les Etats-Unis traversent alors une période de récession, le chômage monte... et les citoyens ont préféré élire Bill Clinton, de 22 ans son cadet, lors de la présidentielle de 1993. Plus de vingt ans plus tard, Bush père votera pour Hillary Clinton à la présidentielle face à Donald

Trump. Il s'était montré très critique sur la politique et la personnalité controversée de l'actuel président des Etats-Unis.

Pour sa part, Donald Trump a salué le « leadership inébranlable » de son prédécesseur qui restera dans l'Histoire « pour avoir engagé les Etats-Unis dans la libération du Koweït face aux troupes irakiennes de Saddam Hussein ».

« À travers son authenticité, son esprit et son engagement inébranlable en faveur de la foi, de la famille et de son pays, le président Bush a inspiré des générations de concitoyens américains », a affirmé Donald Trump dans un communiqué transmis depuis Buenos Aires où il assiste au sommet du G20.

La famille du défunt a précisé que George H. W. Bush est mort à Houston (Texas) entouré de ses proches. Les détails de ses funérailles seront publiés en temps voulu, a-t-elle précisé. Mais sa dépouille devrait être transportée à Washington pour un hommage national.

Yvette Reine Nzaba

NÉCROLOGIE

Kiakouama Paterne, agent des Dépêches de Brazzaville, Miakassissa Auguste, Nfinka Angele, Bitabodi Justin, Mouttete André, Mpombo Adèle, Milou Edwige Dorice et familles, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur épouse, mère et sœur Miakassissa née Ndossa Henriette, survenu le 25 novembre 2018 à Pointe-Noire. La veillée se tient au 1493 avenue Fulbert Youlou. Référence : arrêt sénégalais (Matour) à Makélékélé. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Programme des obsèques de Ollingo Ruffin Blanchard

Mardi 4 décembre 2018

9h30 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;

10h00 : recueillement au domicile sis 27, rue Makoko à Poto-Poto ;

11h40 : départ pour la Basilique Sainte Anne ;

12h00 : messe de requiem à la Basilique Sainte Anne ;

13h45 : départ pour le cimetière privé Bouka ;

15h30 : retour au domicile et fin de la cérémonie.



Mlle Dimi Toto Fabrice et la famille Ondongo-Opera ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis, connaissances, la Cure-D et à l'association Odzombo Lekosso, le décès de leur mari, fils, père et grand-père Honoré Franchel Ondongo-Opera, survenu le jeudi 22 novembre 2018 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se situe au n°26 bis, rue 5 février, quartier Mikalou à Talangai.

L'inhumation est prévue le mardi 4 décembre 2018.

Des réactions à travers le monde

Plusieurs personnalités et dirigeants politiques du monde ont salué, aux premières heures de l'annonce de sa mort, la mémoire de l'ex-président américain. En voici quelques-unes.

Emmanuel Macron : « C'était un grand dirigeant et un soutien sans faille de l'alliance avec l'Europe. Au nom du peuple français, j'adresse mes condoléances à la nation américaine ».

Barack Obama : « L'Amérique a perdu un patriote et un humble serviteur en George H. W. Bush. [...] Nos pensées sont avec toute la famille Bush et tous ceux qui ont été inspirés par l'exemple de George et Barbara. Son action a permis de réduire le fléau des armes nucléaires et de former une vaste coalition internationale pour expulser un dictateur du Koweït ».

Donald Trump : « À travers son authenticité, son esprit et son engagement inébranlable en faveur de la foi, de la famille et de son pays, le président Bush a inspiré des générations de concitoyens américains ».

Mikhaïl Gorbatchev : « Profondément apprécié l'attention, la gentillesse et la simplicité qui caractérisaient George et Barbara Bush, ainsi que le reste de leur grande et sympathique famille ».

Theresa May : « L'ancien président des Etats-Unis était un grand homme d'Etat et un véritable ami de la Grande-Bretagne son pays. En donnant une fin pacifique à la guerre froide, il avait fait du monde un endroit plus sûr pour les générations à venir ».

Frank-Walter Steinmeier, président allemand : « L'Allemagne se souviendra toujours avec une profonde gratitude de son engagement indéfectible en faveur de la réunification allemande. L'unité allemande n'aurait pas été possible sans la confiance et l'amitié des États-Unis et de leur président ».

Heiko Maas, ministre des Affaires étrangères allemand : « Nous pleurons un grand homme d'Etat et un ami de l'Allemagne. George H. W. Bush a courageusement saisi l'opportunité de mettre fin à la guerre froide. Il est également un architecte de l'unité allemande. Il l'a soutenue dès le début sans réserve et nous n'oublierons jamais cela ».

Bill Clinton : « Hillary et moi-même pleurons le président George H. W. Bush, et rendons grâce pour sa longue vie de service, d'amour et d'amitié. Je suis reconnaissant pour chaque minute passée avec lui et me souviendrai toujours de notre amitié comme l'un des plus beaux cadeaux de ma vie ».

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien : « Son soutien d'Israël n'a jamais faibli. Il était ancré par sa foi en la démocratie et la liberté ».

EDUCATION

Augmentation de 26% du nombre d'enfants migrants en âge d'aller à l'école

Le rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 de l'Unesco, intitulé « Migration, déplacement et éducation: bâtir des ponts, pas des murs », a été lancé à Berlin, en Allemagne, le 20 novembre dernier, en présence de la directrice générale de cette agence onusienne, Audrey Azouley.

Le rapport met en lumière les réalisations et les lacunes des pays en ce qui concerne le droit des enfants migrants et réfugiés à bénéficier d'une éducation de qualité, un droit qui bénéficie à la fois aux apprenants et aux communautés dans lesquelles ils vivent. Le droit de ces enfants à une éducation de qualité, même s'il est de plus en plus reconnu en théorie, est remis en question quotidiennement dans les salles de classe ainsi que les cours d'école et carrément nié par certains gouvernements.

Malgré tout, des progrès ont été accomplis dans l'intégration des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, comme c'est le cas dans huit des dix principaux pays d'accueil des réfugiés. Parmi les champions figurent des pays à faible revenu comme le Tchad, l'Éthiopie et l'Ouganda. Le Canada et l'Irlande se distinguent quant à eux dans la mise en œuvre de politiques d'éducation



Audrey Azouley, directrice générale de l'Unesco et plus résilientes », a affirmé la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azouley.

inclusive pour les immigrants. « Tout le monde est perdant lorsque les migrants et les réfugiés sont privés d'accès à l'éducation. L'éducation est la clé de l'inclusion et de la cohésion. Une plus grande diversité en classe, si elle constitue un défi pour les enseignants, peut favoriser le respect de la diversité et être l'occasion d'apprendre des autres. C'est le meilleur moyen de rendre les communautés plus fortes

Réfugiés

Il s'en dégage que la moitié des personnes déplacées de force dans le monde ont moins de 18 ans. Pourtant, dans de nombreux pays, ils sont exclus du système éducatif national. Le Kenya, par exemple, permet aux réfugiés de

suivre son programme scolaire national mais ne parvient pas à les intégrer pleinement parce que les élèves réfugiés vivent dans les camps où ils n'ont pas la possibilité de communiquer avec leurs pairs kenyans.

Les efforts en faveur de l'inclusion risquent d'échouer faute d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés. Au Liban, seuls 55% des enseignants et du personnel ont reçu une formation spécialisée pour répondre aux besoins des apprenants déplacés au cours des deux dernières années. Pour fournir une éducation de qualité à tous les réfugiés, l'Allemagne aurait besoin de quarante-deux mille nouveaux enseignants, la Turquie de quatre-vingt mille et l'Ouganda de sept mille. Les pays à faibles et moyens revenus accueillent 89% des réfugiés mais manquent de fonds pour faire face à la situation.

Immigrants

La proportion d'étudiants issus de l'immigration dans les pays à revenu élevé est passée de 15% à 18% entre 2005 et 2017. Ils sont aujourd'hui trente-six millions, soit l'équivalent de l'ensemble de la population d'âge scolaire en Europe. Aux taux actuels, il pourrait atteindre 22% d'ici 2030. Mais les enfants immigrés n'ont pas les

mêmes chances de réussite que les autres. En 2017, dans l'Union européenne, deux fois plus de jeunes nés à l'étranger ont quitté l'école prématurément que les enfants nés sur place. Les élèves immigrants de première génération dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques étaient 32% moins susceptibles que les autres d'acquérir des compétences de base en lecture, en mathématiques et en sciences en 2015.

A cet égard, les recommandations ci-après ont été faites : protéger le droit à l'éducation des migrants et des personnes déplacées ; inclure les migrants et les personnes déplacées dans le système éducatif national ; allier compréhension et planification pour répondre aux besoins éducatifs des migrations et des déplacements dans les programmes afin de remettre en question les préjugés ; préparer les enseignants des migrants et des réfugiés aux questions liées à la diversité et aux difficultés économiques ; mobiliser le potentiel des migrants et des personnes déplacées, enfin, répondre aux besoins éducatifs des migrants et des personnes déplacées en matière d'aide humanitaire et d'aide au développement.

Guillaume Ondzé



ADIAC

www.adiac.tv

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo





Samu na ngue!

Vous offrir une facturation plus claire

A la fin de votre forfait internet soit:

- ☑ Seulement 10F/Mb pour naviguer confortablement avec **MTN MaxiNet**
- ☑ Votre credit n'est pas utilisé pour internet jusqu'à l'achat d'un nouveau forfait avec **MTN Widge** et **MTN Prestige**

everywhere you go

mtncongo.net



CÉNI

Départ d'un nouveau convoi de camions transportant le matériel électoral vers Kwango et Kwilu

D'ici à trois semaines, les élections présidentielle, législatives et provinciales auront lieu en République démocratique du Congo (RDC) et la Centrale électorale s'affaire pour acheminer le matériel nécessaire dans tous les recoins du pays.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) s'est lancée véritablement, le 1^{er} décembre, dans une course effrénée de déploiement du matériel électoral. Un nouveau convoi de douze camions de marque Kamaz, type militaire, a pris son départ devant le siège de l'institution électorale, à destination des zones à accès très difficile dans les provinces du Kwango et de Kwilu. À bord, les machines à voter, les kits VSAT, les batteries internes et externes des machines à voter, les racks pouvant char-



Le convoi prêt à s'ébranler vers l'ex-province du Bandundu

ger chacun plus de cent cinquante batteries externes des machines à voter du coup, les

générateurs et autres kits bureautiques des bureaux de vote et de dépouillement.

Ce convoi devra atteindre les destinations suivantes : Kilembe (dans le territoire de

Gungu à 748 km de Kinshasa), Belo (dans le territoire d'Idiofa à 707km), Kingandu (territoire de Gungu à 696 km), Sedjo (territoire d'Idiofa à 843 km), Panzi (territoire de Kasongo Lunda), Tembo (à Kasongo Lunda à 763 km), Mawanga et Kibunda (tous deux à Kasongo Lunda). Ces lieux ont pour caractéristique commune d'être à accès très difficile, un véritable «triangle de la mort» pour les automobilistes (Tembo, Mawanga et Panzi). Pour affronter ces différents axes, au total, douze chauffeurs des Forces armées de la RDC, vingt-quatre policiers d'escorte pour la sécurisation et huit logisticiens nationaux et d'appui de la Céni ont été réquisitionnés afin de convoier ces camions dont la durée maximale de voyage est de trois jours.

Alain Diasso

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

L'avion affrété pour la campagne de Fayulu bloqué

Alors que le temps s'égrène, le candidat de la coalition Lamuka à la magistrature suprême du 23 décembre n'est toujours pas en possession de l'aéronef commandé pour être affrété aux besoins de sa campagne électorale.

L'appareil est un HS 125-800xp immatriculé ES-EXG pour lequel une demande de survol et d'atterrissage de tous les aéroports régis par la Régie des voies aériennes a été introduite en bonne et due forme. Le directeur général de l'Autorité de l'aviation civile a été saisi par une requête lui adressée aux fins d'autorisation, soutiennent les partisans de Martin Fayulu. D'après son directeur de campagne, toutes les pièces du dossier relatif à l'affrètement de cet aéronef ont été introduites auprès de l'autorité compétente. Pierre Lumbi, qui s'exprimait à ce sujet via un communiqué de presse publié le 29 novembre, a fustigé les atterrissements de l'Autorité de l'aviation civile agissant sous la tutelle du ministre des Transports à délivrer les autorisations nécessaires pour permettre à l'avion de sa plate-forme électorale à se mouvoir dans l'espace aérien congolais. C'est du ministre José Makila qu'est venue la trame qui a tout faussé. Tout en affirmant sur la voie des ondes n'avoir reçu aucune demande sur sa table pour l'atterrissage d'un avion destiné à la campagne du candidat Fayulu, le ministre a, par ailleurs, indiqué que l'Autorité de l'aviation civile n'a pas non plus été saisie pour dépêcher ses techniciens dans le pays où se trouve l'aéronef en question.

Le compteur remis à zéro

Alors que la procédure était engagée, à en croire les cadres de Lamuka, le pavé du ministre a, pour ainsi dire, remis le compteur à zéro. « C'est l'Autorité de l'aviation civile qui s'occupe de l'octroi des auto-



risations d'atterrissage des avions sur le sol congolais. Il y a une procédure à respecter. Il faut tout d'abord que les techniciens de l'AAC se rendent dans le pays d'origine de l'appareil, faire l'inspection de l'avion et s'assurer du bon fonctionnement dudit appareil. Un avion qui remplit les normes selon la loi congolaise ne peut pas être refusé d'atterrir sur le sol congolais », avait déclaré le ministre José Makila, indiquant qu'il ne refuserait pas à un avion qui remplit toutes les normes requises d'atterrir dans le pays. Alors que les responsables de Lamuka considéraient cette situation comme une stratégie savamment montée pour entraver la campagne de leur candidat tout en la qualifiant de « non conforme aux exigences les plus élémentaires d'une élection démocratique et stable », le gouvernement, lui, plaide non coupable. « Le gouvernement congolais ne refuse pas à un candidat d'autoriser les autorisations de survol et d'atterrissage en RDC des aéronefs pour la campagne électorale », a déclaré son porte-parole, Lambert Mende. Tout cela, a-t-il indiqué, « procède des stratégies un peu infantiles pour attirer l'attention sur soi puisqu'on est en retard de mobilisation ». Affaire à suivre.

A.D.

RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX OFFICIELS CONGOLAIS

L'UE sommée de lever ses sanctions avant la tenue des élections

Dénonçant les tentatives de l'Union européenne (UE) de reconduire les sanctions imposées à seize personnalités congolaises, le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, a menacé de prendre des mesures de rétorsion.

L'UE examinera, le 10 décembre, la possibilité ou non de lever ses sanctions prises contre seize officiels congolais accusés d'entraver les principes démocratiques dans le pays. Ces mesures consistent essentiellement en un gel des avoirs et une interdiction de visa pour l'UE. Ramazani Shadary, Lambert Mende, Evariste Boshab et d'autres personnalités frappées par ces sanctions devront attendre l'issue des discussions du 10 décembre pour connaître leur sort. En attendant, le ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, est monté au créneau pour interpellier l'UE qu'il invite à reconsidérer sa position au regard du caractère contreproductif des sanctions infligées aux officiels congolais et en appelle à leur levée avant la tenue des prochains scrutins. Des sanctions qui, dans son entendement, violent toutes les dispositions des principes qui régissent le droit et les relations internationales.

C'est le 30 novembre, au salon rouge du ministère des Affaires étrangères, que Léonard She Okitundu a tenu ce discours devant des chefs des missions diplomatiques accréditées à Kinshasa et des journalistes. L'orateur s'est longuement appesanti sur les efforts fournis par Kinshasa dans l'optique de ramener, via leurs diplomates, les

États membres de l'UE à la raison.

Des efforts de dialogue auraient été entrepris au haut niveau, a soutenu Léonard She Okitundu qui a évoqué, dans la foulée, sa conversation téléphonique avec Federica Mogherini, vice-présidente de la Commission européenne. La RDC, a-t-il dit, a mené toutes les démarches nécessaires sans obtenir gain de cause. L'UE est restée de marbre et, selon certaines indiscretions, elle serait même tentée de reconduire ces sanctions. « Face à la fin de non-recevoir de l'Union européenne, le gouvernement congolais se verrait en désespoir de cause dans l'obligation de réserver à son tour son droit souverain de prendre des mesures de rétorsion qui s'imposent », a fait savoir She Okitundu.

Et par ricochet, le maintien de ces sanctions, a-t-il révélé, désavantage quelque peu le candidat de la coalition Front commun pour le Congo, Emmanuel Ramazani Shadary, au moment où le processus électoral entre dans sa phase cruciale avec la campagne électorale qui bat son plein. « (...) Il se dégage une inégalité de traitement à ces élections entre les différents candidats frappés par ses mesures et les autres en l'espèce, il s'agit en particulier du candidat du Front Commun pour le Congo, à savoir Emmanuel Ramazani Shadary qui est ainsi privé de sa liberté fondamentale de se mouvoir pour ainsi expliquer aux partenaires extérieurs la pertinence de sa mission. Par-dessus le marché, cette privation de la liberté d'aller et venir peut être à dessein exploité négativement par ses adversaires », a-t-il expliqué aux diplomates étrangers présents dans la salle.

A.D.

AFRICAN INVESTMENT DAY

La première édition a eu lieu en Allemagne

L'événement s'est déroulé le 29 novembre à Erkrath, sous le patronage du ministère des Transports et infrastructures de la Côte d'Ivoire.

Des experts et hommes d'affaires africains, originaires du Sénégal, de la République démocratique du Congo (RDC), de la Côte d'Ivoire, du Rwanda et du Cameroun ainsi que leurs homologues allemands du secteur privé ont discuté de différentes opportunités économiques entre l'Afrique et les pays d'Afrique francophone, notamment de l'Afrique centrale, ainsi que du développement des investissements directs allemands dans ces différents pays. La conférence a été organisée quelques jours après l'annonce du lancement d'un fonds d'investissement d'un milliard d'euros pour l'Afrique.

African investment day est la première conférence au cours de laquelle des panels ont été exclusivement composés par des experts africains du secteur privé. Objectif : ouvrir et dévelop-



Les participants à l'African investment day

per des liens solides entre l'Afrique francophone et l'Allemagne en matière de commerce et d'investissement, grâce à une approche proactive censée promouvoir davantage l'Afrique et ses opportunités d'investissement. Pour ce faire, les panélistes ont donné un aperçu complet de leurs activités et prodiguer des conseils aux hommes d'affaires allemands ainsi qu'à d'autres participants pour des investissements réussis sur le continent africain. Parmi

les participants figuraient le Franco-Ivoirien Jean-Claude Konan, cofondateur du cabinet Overseas strategic advisory, qui a présenté ses expériences en tant que consultant et donné un aperçu des opportunités d'investissement en Côte d'Ivoire ; Serge Esso, ancien cadre dans les multinationales comme Shell ou MTN qui a fondé et dirige actuellement le cabinet Glenco advisory. Ces panels ont été organisés sur des thèmes suivants : « Finance et technologies en Afrique » ; « Contentieux en

Afrique et comment réduire les risques commerciaux » ; « Paysage des entreprises en Afrique de l'ouest, centrale et de l'est : aperçu et analyses » ; « Stratégies d'entrée et solutions concrètes/L'Afrique prête pour le business ainsi que « Classe moyenne et développement des affaires en Afrique ».

L'événement a été lancé par Clément Klutse, Allemand d'origine togolaise et membre du parti politique CDU de la chancelière allemande Angela Merkel. Il a

été suivi par le discours de Romain Kouakou, représentant personnel d'Amadou Kone, ministre des Transports et infrastructures de la Côte d'Ivoire.

« L'objectif de cette conférence inaugurale était de réunir des experts et nous sommes ravis d'avoir rassemblé les meilleurs experts africains de différents secteurs en Afrique où des investissements peuvent être opérés », a déclaré Mirabell Mayack, initiatrice d'African investment day et directrice de l'agence Le petit event, spécialisé notamment dans l'organisation des business events. « Nous sommes très fiers d'avoir été les hôtes de la première conférence avec des panels composés exclusivement d'experts africains ici en Allemagne avec un focus sur l'Afrique francophone, permettant un dialogue avec l'économie allemande », a fait savoir Mirabell Mayack.

L'African investment day a également constitué un grand moment pour développer son réseau professionnel à travers les échanges avec les panélistes ainsi qu'avec les autres participants.

Patrick Ndungidi

MÉDIAS

Des ONG protestent contre la fermeture de la radio «Iriba FM» de Bukavu

La mesure réduit au silence la radio de l'opposition qui a une grande audience en cette période de campagne électorale.

Dans son communiqué du début de week-end, l'Association congolaise pour l'accès à la Justice (Acaj) a condamné la mise sous scellé de la Radio «Iriba FM», appartenant à un opposant membre de l'Union pour la nation congolaise (UNC), à Bukavu. Cette ONG de défense des droits de l'homme pense que cette décision du procureur est sans motif valable et est en violation de la loi. Pour le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba, qui a écrit au procureur de Bukavu en vue de lui demander de retirer cette décision, ce scellé serait, en effet, ordonné pour empêcher ce média qui jouit d'une grande audience de faire passer les messages de campagne électorale de la coalition UNC-UDPS. « Acaj vous prie vivement de bien vouloir lever ledit scellé car, il constitue une atteinte grave à la liberté de la presse et d'information », a souligné cette organisation dans son plaidoyer.

De son côté, dans une lettre rendue publique, Journaliste en danger (JED) s'est également dit indigné. L'ONG fait constater que le magistrat avait catégoriquement refusé de citer le nom du plaignant ou le motif de la fermeture de cette chaîne à la directrice de la ra-

dio, Prisca Bukaraba, qui s'est rendue au parquet dans le but de connaître la raison exacte de la fermeture de ce média. « Il s'agit d'une grave atteinte à la liberté de la presse au droit à l'information », a écrit cette organisation de défense de la liberté de presse qui demande ainsi au Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication de se saisir rapidement de ce dossier pour exiger la réouverture immédiate de la radio «Iriba FM».

La radio «Iriba FM» de Bukavu, note-t-on, n'émet plus depuis le 28 novembre. Dans une lettre de dénonciation, sa direction dénonce un acharnement et indique que c'est le parquet de grande instance de Bukavu qui est passé au scellage de cette chaîne sans qu'aucun motif ne soit communiqué. Selon la direction, un officier de police judiciaire et un groupe de policiers, étaient venus dans les installations de ce média où ils avaient contraint les journalistes trouvés sur place d'interrompre immédiatement la diffusion des émissions avant de bloquer toutes les portes de la radio. Cette radio, souligne-t-on, appartient à un ancien journaliste, Donado Musema, qui est aujourd'hui candidat à la députation provinciale pour le compte de l'UNC.

Lucien Dianzenza

LINAFOOT/LIGUE 1

Renaissance du Congo bat Muungano pour son premier succès

Le FC Renaissance du Congo a enfin gagné un match à la 24e édition du Championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Après dix matchs sans victoire, le club orange de Kinshasa s'est imposé, le jeudi 29 novembre, au stade de l'Unité de Goma dans la province du Nord-Kivu, face à l'OC Muungano de Bukavu (province du Sud-Kivu), en match avancé de la 15e journée de la Ligue 1 RD-congolaise. Les poulains du coach Manza l'ont donc emporté par deux buts à un, grâce aux réalisations de Jérémie Basilua Makola à la 70e minute et de Nicolas Okito Kazadi à la 80e minute de jeu. Mais ce sont les joueurs du coach Bruno Bla qui avaient ouvert le premier le score à la 39e minute par l'entremise de Jacques Abeli sur penalty. « Nous sommes très contents parce que nous savions que ce serait un match difficile. Mais nous avons fait l'essentiel. Tous nos supporters attendaient ce premier succès et nous sommes vraiment ravis. Nous avons eu un très bon adversaire devant nous qui était bien en place tactiquement. Mais nous avons imposé notre jeu, avec de bonnes constructions, cela nous ont permis de marquer nos deux buts », a déclaré l'entraîneur Pitshou Manza après le match.

Pour sa part, le technicien ivoirien de



Le FC Renaissance du Congo

Muungano, Bruno Bla Nkole a évoqué les nombreux blessés dans l'effectif du club de Bukavu. « C'est une défaite logique parce que nous avons trop de blessés. Nous avons des très sérieux problèmes. Nous avons eu quelques occasions, mais sans pour autant les concrétiser. Notre adversaire est expérimenté et a fait un très bon match sur le plan offensif. Il y a de la qualité. Nous avons péché à tous les niveaux. Nous avons fait deux changements en première période. L'équipe est vraiment diminuée », a confié Bruno Bla Nkole. Avec ce succès, Renaissance du Congo compte désormais six points et un goal average de moins 14. L'équipe grimpe de la 16e à la 14e place, ex aequo avec l'AS Dragons/Bilima. Et Muungano se retrouve à la 16e et dernière position, avec trois points. Rappelons que Muungano de Bukavu et Nyuki de Butembo jouent leurs matchs à domicile au stade de l'Unité de Goma sur décision de la Linafoot, car les aires de jeu des stades de ces deux villes ne sont plus viables.

Martin Engimo

CONSERVATION DE LA NATURE

Un livre et un site web sur le Parc national de Salonga

Les deux outils de communication visent à faire connaître le plus grand parc forestier d'Afrique et améliorer sa visibilité en République démocratique du Congo (RDC) et partout dans le monde.

L'Unité de gestion du Parc national de la Salonga (UGPNS) a annoncé la publication officielle du livre consacré au plus grand parc forestier d'Afrique intitulé «Salonga, au cœur de la grande forêt congolaise» ainsi que le lancement du site Web www.salonga.org. Ce lancement a eu lieu lors de la dix-huitième réunion des Parties, tenue les 27 et 28 novembre à Bruxelles, dans le cadre du partenariat des forêts du Bassin du Congo, a annoncé l'UGPNS, dans un communiqué publié le 29 novembre par le Fonds mondial pour la nature (WWF).

L'ouvrage préfacé par le directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), Dr Cosma Wilungula, contient sept chapitres sur les paysages, les humains, la conservation, la recherche, les forêts de terre ferme,

les milieux humides et les savanes. Il comprend également quatre cent trente-trois photographies, cartes et graphismes et présente en annexe les listes des plantes à fleurs (angiospermes), des poissons, des oiseaux et des mammifères vivant dans le parc. Pour le WWF, «Salonga, au cœur de la grande forêt congolaise» est un livre qui permet de découvrir les richesses de la biodiversité de ce trésor vert caché au cœur du Bassin du Congo et situé à cheval sur quatre provinces de la RDC dont l'Equateur, le Mai-Ndombe, le Sankuru et la Tshuapa. Aussi, il constitue un trésor précieux de données.

Le site Web bilingue (français et anglais), quant à lui, explique l'ONG internationale, jette un éclairage sur les différentes actions de conservation et de développement local menées par le parc et ses partenaires à travers une interface de navigation attrayante et moderne. Outre la mise en ligne de nouvelles régulières, un accent est mis sur des récits qui font connaître le vécu quotidien des personnes impliquées dans la vie du parc. L'interaction avec



les visiteurs du site est, par ailleurs, poursuivie au moyen d'une newsletter régulière. « Au cours des prochains mois, le site s'enrichira de nouveaux contenus et bénéficiera des efforts de l'équipe pour le maintenir au niveau des évolutions et des tendances actuelles en matière de communication numérique », a promis le WWF.

Deux instruments déterminants de communication

Le livre et le site web, note le WWF, font partie intégrante de la stratégie de communication de l'UGPNS. Ils visent, selon l'ONG internationale qui cogère cette aire protégée avec l'ICCN, à faire connaître le parc et à améliorer sa visibilité auprès de divers publics en RDC, en Afrique et dans le

reste du monde au travers d'un ouvrage bien élaboré et d'une vitrine moderne et attrayante. « Ces deux outils seront des instruments déterminants de communication qui aideront à mettre en lumière tous les efforts mis en œuvre pour la préservation du parc et l'appui au développement local durable avec l'aide de ses partenaires techniques », s'est réjoui le WWF.

Pour le directeur du Parc national de la Salonga (PNS), Pierre Kafando, « Le parc de la Salonga est appelé à sortir de l'ombre et l'équipe de gestion est consciente du rôle crucial que la communication est appelée à jouer à cet effet ».

L'ambition de l'équipe de gestion du PNS est de voir ce joyau de la nature prendre la place qui lui revient dans les cœurs et les esprits de tous

les amoureux de la nature de la RDC et dans le monde, et de voir ainsi le livre et le site Web contribuer pleinement à cet objectif.

Le livre de deux cent quatre-vingt-huit pages, écrit par Jean-Pierre Vandeweghe et Gaël Vandeweghe, a été réalisé dans le cadre de la cogestion du parc entre l'ICCN et le WWF-RDC, avec l'appui de l'Union européenne, la Coopération allemande et l'Usaid, partenaires financiers du parc. Le PNS est le parc forestier le plus vaste d'Afrique et l'une des dernières forêts tropicales encore intactes au monde. Il abrite, entre autres, 40% de la population mondiale de bonobos et représente un sanctuaire pour les éléphants de forêts et d'autres espèces menacées ou endémiques de la RDC. Les activités relatives au PNS sont développées avec l'aide de ses partenaires techniques et bailleurs des fonds, notamment Wildlife conservation society, Zoological society of Milwaukee, Oxfam, Isco, Bonobo Luikotale project, AASD, Usaid, Union européenne et la Coopération allemande.

Lucien Dianzenza

TECHNOLOGIES

Eutelsat lance son offre d'accès à Internet par satellite en RDC

L'opérateur de satellites propose son service via son initiative, Konnect Africa, consacrée au haut débit par satellite sur le continent africain qui fournit des solutions d'accès à internet pour les foyers et les PME disponibles auprès d'un large réseau de revendeurs locaux.

Konnect Africa a été lancé, le 28 novembre, sur l'ensemble du territoire congolais avec des offres internet de 5 Go jusqu'en illimité. Ses offres d'accès à internet sont ainsi déjà disponibles dans six grandes villes de la République démocratique du Congo (RDC) à travers un réseau de huit revendeurs totalisant près de cinq cents boutiques et points de vente. Ces huit revendeurs sont Equity Bank, Espoir Telecom, Flash, KinWiFi, Horeb, Malka multiservices, Mb'enzo, TWC.

Konnect Africa travaille avec cet important réseau de partenaires locaux, spécialisés dans des domaines variés al-

lant de la distribution de services télécoms et de télévision aux services financiers, afin de s'assurer de mailler le plus largement possible le territoire congolais, pour cibler ses utilisateurs potentiels au plus près de leurs habitudes de consommation. En s'appuyant sur une technologie satellitaire de dernière génération, explique

Eutelsat, Konnect Africa apporte une réponse concrète à la fracture numérique, à travers le lancement d'une gamme de huit offres d'accès à internet, destinées aux particuliers et aux entreprises. Accessibles à des prix abordables, indique-t-on, ces offres d'abonnement s'adaptent à tous les profils de consommation, propo-

sant des forfaits dès 5 Go de data et pouvant être en illimité pour les professionnels. L'ensemble est proposé en prépayé afin de répondre aux usages du marché. Les débits offerts iront jusqu'à 20 Mbit/s en descendant et jusqu'à 3 Mbit/s en montant. Pour le lancement, Konnect Africa met également en place une promotion sur cette nouvelle gamme.

Konnect Wifi

Ces offres seront prochainement complétées par l'arrivée d'un service de hotspot WiFi, dénommé Konnect Wifi, qui permettra de proposer un accès internet haut débit au sein de points de trafic tels que les hôpitaux, écoles et universités, magasins, etc. À l'occasion de l'ouverture des services de Konnect Africa en RDC, le Congolais Jean-Claude Tshipama, directeur général de Konnect Africa, a déclaré : « Grâce à la technologie satellitaire, nous sommes en mesure d'apporter dès aujourd'hui des solutions de

connectivité performantes aux Congolais. Facteur-clef de réussite pour répondre aux spécificités d'un pays qui constitue l'un des principaux marchés africains pour l'internet par satellite, nous nous appuyons sur des partenaires locaux de premier ordre pour distribuer nos offres clés en main. Actuellement en cours de déploiement dans une vingtaine de pays en Afrique, notre service Konnect Africa répond à la nécessité de développer l'inclusion numérique sur ce continent ».

À ce jour, l'indice de développement des TIC publié annuellement par l'Union internationale des télécommunications (UIT) montre que moins de 3% des foyers congolais ont accès à internet. Toujours d'après l'UIT, moins de 1% des Congolais ont actuellement accès à internet via les réseaux fixes terrestres. L'absence de connectivité constitue un frein majeur au développement économique de ce pays.

Patrick Ndungidi



Jean-Claude Tshipama (à gauche), directeur général de Konnect Africa, au lancement à Matadi en RDC

JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

Ghislaine Guilaine Mbani Ondze invite les jeunes congolais au dépistage précoce

La présidente de l'Association initiative d'aide au développement (AIDD) a lancé son appel au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, à l'occasion de la célébration de l'événement, le 1er décembre à Pointe-Noire.

Ghislaine Guilaine Mbani Ondze a rappelé que son association œuvre depuis plusieurs années dans la lutte contre le VIH/sida, au côté du gouvernement de la République du Congo, à travers des sensibilisations chaque année à l'endroit des jeunes scolarisés. Ces actions portent aussi sur la formation et l'information liées aux changements des comportements et à la prise de conscience par les

jeunes sur des conséquences du VIH/sida.

« Dans la lutte contre le VIH/sida, l'Etat reste un partenaire sûr et important pour notre association. Ainsi, les jeunes congolais doivent être conscients de l'existence de cette maladie et doivent se faire dépister tôt en vue de connaître leur statut sérologique à temps pour une prise en charge rapide », a-t-elle signifié.

La date du 1er décembre, selon la présidente de l'AIDD, représente aussi une occasion favorable pour toute personne en général et les jeunes en particulier pour se faire dépister. Le dépistage, a-t-il poussé, est le

seul moyen efficace pour savoir si l'on a été infecté par le VIH et d'être pris rapidement en charge médicalement.

« Connais ton statut ! », c'est le thème de cette trentième édition. Indépendamment de l'enseignement dispensé aux jeunes sur la manière de prévenir le VIH/sida et d'accéder aux tests de dépistage, l'éducation sexuelle leur permet aussi de développer des compétences nécessaires à une vie quotidienne plus saine et plus sûre. Pour les jeunes vivant avec le VIH, un environnement scolaire sensible aux questions de santé est salvateur ; cela leur permet d'accéder et d'adhérer plus facilement aux traitements.

Séverin Ibara



La présidente de l'AIDD, Ghislaine Guilaine Mbani Ondze/Adiac

HUMEUR

L'assainissement du vocabulaire est salutaire en politique

Nous ne le dirons jamais assez car, quelques déchirements sociaux pouvant naître ici et là dans un territoire donné peuvent aussi être occasionnés par l'usage des mots à charge négative par des « entrepreneurs politiques » en quête du sensationnel. Et si l'assainissement est le processus par lequel on devrait se débarrasser des « souillures » afin que la chose devienne propre, il est vrai que ce processus doit être utile à la fois en économie et surtout en politique.

De la même manière dans une ville, les services d'assainissement et d'hygiène vont en guerre contre les ordures qui ternissent l'environnement, en économie et en finances publiques, les experts procèdent par des audits pour chasser la gabegie, le gaspillage et le détournement des deniers publics. Et que dire en politique ? Les « politiciens » devraient procéder à un nettoyage de leur vocabulaire en éliminant, raison gardée, de leurs discours et écrits certains vocables à contenus venimeux ou inflammatoires capables d'incendier tout un tissu social ou toute une nation.

Tenez ! Quand arrive, par exemple, le temps des meetings politiques, des assemblées générales ou d'autres rencontres politiques, on entend tous jusqu'aux insanités. Tout cela dans un but avoué de faire mal ou d'attiser la haine, voire de cultiver le non-vivre ensemble. Les propos du genre « celui-là n'est pas le nôtre », « vous pouvez tout casser et le ciel ne tombera pas », « nous sommes supérieurs à ceux-là », « le peuple X est un peuple intelligent », « tout ce qui se dit à la radio et à la télé n'est que mensonge » et même certains « politiciens » en témoignent. Quelle maladresse nationale !

Et la question que le commun des mortels peut se poser est de savoir ce que peuvent cacher ces propos qui sortent de la bouche d'un politique. Cela n'est autre que la culture de la haine tribale et/ou régionale, de l'ethnocentrisme, le rejet systématique de l'autre. Et comme la foule prend rarement le « bon » côté des choses, cela peut entraîner des comportements pervers des sympathisants de ces gens-là. C'est regrettable.

Oui, le langage apaisé en politique est bien le corollaire de la cohésion sociale. Encore que ce qui est grave, certains « amphibiens-politiciens » transforment ces mots à charge négative en des slogans de tous les jours qui abondent sur des réseaux sociaux.

Il est donc clair qu'un terme politique chargé négativement et souvent employé par ces politiciens peut être érigé en objet de désaccord social. Et quand l'entrepreneur politique se cache derrière de tels mots pour nuire, qu'il sache qu'il est là en train de se promener avec une allumette qui, une fois en contact avec des toitures de maisons, peut causer des dégâts. Assainissons tous le vocabulaire politique car, le peuple a plus besoin des mots propres que des mots à charge négative qui sont porteurs des germes de destruction sociale.

Faustin Akono

MUSIQUE

Davy Kim se produit à l'Espace culturel Yaro

« Alerte rouge » est le spectacle de danse contemporaine que le chorégraphe et metteur en scène a donné, le 28 novembre, dans le quatrième arrondissement Loandjili de Pointe-Noire.

À travers plusieurs tableaux chorégraphiques, le danseur Davy Kim



a peint la société où les vices tels l'indifférence, l'ethnocentrisme, la haine, l'égoïsme et l'égoïsme...semblent prendre le dessus sur l'humanisme dans un univers social gangrené par l'intérêt individuel au détriment de la collectivité. Aucune couche sociale ni obédience n'est exemptée : hommes d'église, intellectuels, politiques, tous brillent par l'immoralité. La thérapie de la gangrène peut venir du métissage culturel que dessine le danseur par sa chorégraphie, réparatrice des maux de la société. Ce brassage culturel qui est un véritable hymne à la cohésion et l'entente favorise le vivre ensemble.

Après plusieurs productions à Pointe-Noire et Brazzaville, lors des différents événements culturels, notamment lors du « Retour au Mbongui », au festival de la biodiversité, à l'Espace culturel Kintuari, au Cercle culturel pour enfants, à l'Espace culturel Yaro, sans oublier de nombreuses prestations dans les établissements scolaires de la ville océane, Davy Kim de la compagnie de danse contemporaine Yob Yob entreprend depuis quelques années des tournées dans le Congo profond. Passionné du théâtre complet (ballet, percussion et danse), il est aussi instructeur de danse dans plusieurs établissements publics et privés de la place.

Hervé Brice Mampouya

LITTÉRATURE

«La République des renards», second roman de Ernest Bompoma Ikelé

Paru aux éditions l'harmattan-Congo, l'ouvrage décrit la vie d'un jeune bachelier, Jacques Ndonga, qui, victime d'une injustice sociale, ne peut pas terminer ses études.

Ndonga attend le train qui doit le conduire à Itanga pour rejoindre ses amis avec lesquels il a décroché le baccalauréat. Malheureusement, celui-ci tarde à venir, pourtant son arrivée a été annoncée pour très bientôt. Le jeune Ndonga s'impatiente, il décide de longer les rails pour contempler la nature.

Ernest BOMPOMA IKELE



À quelques mètres, il rencontre un attroupement venu de Lavouma poste. Quand il voulut se rassurer, il est surpris de voir des éléments de la police venant en courant vers la foule où les gens discutent sans qu'il comprenne de quoi il s'agit exactement.

Les policiers étaient déterminés

à retrouver quelqu'un et dispersèrent la foule. Les gens couraient de partout mais Jacques Ndonga reste insensible aux bruits des policiers. Soudain, une voix grave l'interpelle : oh monsieur ! pourquoi êtes-vous insensible à notre présence ? lui demande un policier essoufflé. Je suis désolé monsieur ! de toutes les façons, j'ai vu beaucoup de personnes passer ici, répond Ndonga. Ce jeune fut surpris par une gifflure sur le visage qui le terrasse.

Désolé par ci, désolé par là. Merde, le petit français qu'on vous apprend vous coûtera cher. Ça t'apprendra de parler ainsi à un brigadier, dit le policier. Mais, que t'ai-je fait ? Je ne suis pas quand même le voleur que vous recherchez ! s'exclame-t-il. Une autre gifflure alors qu'il se relève et commence à saigner au visage.

Accusé de meurtre à tort et arrêté, Ndonga parvient à s'évader de prison avec l'aide du doyen Momélé, vice-président du mouvement rebelle de la République des renards, devenu Yossa Mabita. Il est nommé ministre du Pourcentage, poste qui lui permet de se renflouer les poches en extorquant aux autres le fruit de leur sueur.

Décédé en début d'année 2018, l'écrivain congolais Ernest Bompoma Ikelé fut administrateur des SAF à la présidence de la République où il évoluait comme inspecteur d'Etat. Il est auteur d'un recueil de nouvelles et de deux romans, notamment «Le chaos», «Le compte à rebours» et «La République des renards».

Rosalie Bindika

OPÉRATION "VILLES PROPRES"

Clément Mouamba invite les Congolais à pérenniser l'initiative

Le 1er décembre à Brazzaville, supervisant la deuxième édition de salubrité, le Premier ministre, chef du gouvernement, a rappelé à ses concitoyens l'impérieuse nécessité de rendre pérenne cette mesure gouvernementale afin de garder l'environnement salubre.

sont retrouvés pour nettoyer la zone du Beach », a indiqué le chef du gouvernement.

Justifiant l'intérêt de cette opération, Clément Mouamba



Clément Mouamba à pied d'oeuvre photo Vox

Lancée le 3 novembre dernier par le vice-Premier ministre, Firmin Ayessa, sur la base d'une circulaire du Premier ministre, l'opération dénommée « Villes, villages et habitations propres », s'est poursuivie, ce week-end, avec le même engouement, sous la supervision du chef du gouvernement.

Au contre rail de l'école 8-février, à la Grande école de Poto-Poto et au Port autonome de Brazzaville, où il est passé, retroussant lui-même les manches, Clément Mouamba a constaté l'engouement des citoyens. Les Brazzavillois comprennent peu à peu le sens de cette opération et ont mis la

main à la pâte, a-t-il estimé.

Au Port autonome, les cadres et agents du ministère des Transports, de l'aviation civile ainsi que les douaniers en poste ont participé activement à l'opération, à la grande satisfaction du Premier ministre qui en a profité pour appeler les Congolais à pérenniser l'opération.

« J'exprime ma joie de voir que ce 1er décembre 2018, deuxième journée de la série, les Congolais ont compris le sens de la circulaire et répondu présents avec enthousiasme. Partout où je suis passé, j'ai constaté la mobilisation. Au port fluvial de Brazzaville, les cadres du ministère des Transports se

a renchéri que la mesure est applicable aussi bien dans les villes que dans les villages et vise à assainir l'environnement au quotidien.

« Cette opération de salubrité concerne tout le monde, dans les villes et villages. L'intérêt de cette mesure est d'assainir les espaces publics tels que les écoles, les dispensaires, les centres sportifs, pour certains, les lieux de culte. J'encourage les administrations et l'ensemble des Congolais à pérenniser cette opération », a martelé Clément Mouamba.

L'opération s'exécute les premiers samedis de chaque mois sur l'ensemble du territoire national.

Firmin Oyé

RÉFLEXION

A quoi sert le G 20 ?

Cette question se pose avec une acuité grandissante au lendemain du Sommet qui a réuni, dans la capitale de l'Argentine, Buenos Aires, les dirigeants des plus grandes puissances mondiales. Pour au moins deux raisons que l'on peut ainsi résumer :

1) Alors que le G 20 devrait prouver la volonté des «Grands» de la planète de dialoguer afin de trouver des solutions aux problèmes qui se posent à l'humanité dans le moment présent, il ne fait en réalité qu'afficher, avec une mise en scène soigneusement pensée, les divergences ou, plus rarement, les convergences des puissants de ce monde. En ont témoigné, cette fois-ci, avec éclat, le refus de Donald Trump de parler en tête-à-tête avec Vladimir Poutine des sujets qui fâchent et l'entretien non prévu initialement entre ce même Donald Trump et le président chinois, Xi Jinping.

2) Au-delà des mises en scène qui marquent chacun des sommets du G 20, de façon quelque peu ridicule si l'on y pense bien, ce qui en ressort clairement est l'incapacité des «Grands» à traiter sérieusement les problèmes de fond aux-

quels l'espèce humaine se trouve aujourd'hui confrontée. A commencer par celui du dérèglement climatique qui s'aggrave d'année en année comme vient de le rappeler le GIEC, preuves à l'appui, et contre lequel les nations industrielles de l'hémisphère nord s'avèrent manifestement incapables de lutter en coordonnant leurs efforts avant qu'il soit trop tard.

Pour dire les choses encore plus clairement, le G 20 ne sert à rien. Non seulement il n'aborde pas autrement qu'en paroles les questions dont dépend le sort de notre espèce mais encore, il creuse un fossé entre les pays riches et les pays émergents qui s'approfondit d'année en année, les premiers refusant de s'entendre pour protéger la nature tandis que les seconds ne voient plus dans ces grands-messes qu'une mauvaise, très mauvaise pièce de théâtre.

Dans un pareil contexte et tandis que les tensions s'aggravent entre les «Grands» comme le montre l'affrontement commercial entre la Chine et les Etats-Unis ou les malentendus stratégiques entre les Etats-Unis et la Russie,

l'on en vient à se demander si le Tiers-Monde ne devrait pas s'organiser pour traiter lui-même les questions dont dépend le sort de chacun de nous. Exactement comme il le fit, il y a soixante-dix ans, lorsqu'il constitua le groupe informel de nations et de peuples dont la coordination accéléra la fin de l'ère coloniale.

Si les pays du Sud - Afrique, Amérique latine, Asie méridionale - s'entendaient aujourd'hui pour se réunir au plus haut niveau à intervalles réguliers, il est très probable que leur voix serait entendue par les puissants de ce monde. Ceci est d'autant plus vrai que la constitution d'un tel ensemble donnerait un poids réel aux membres du G 20 issus du Sud - l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, l'Indonésie - alors que leur voix est actuellement inaudible.

Se trouvera-t-il quelqu'un suffisamment bien placé au sein de la communauté internationale pour oser lancer publiquement une telle idée dans le moment où le G 20 confirme son inutilité, voire même sa nuisance ?

Jean-Paul Pigasse